

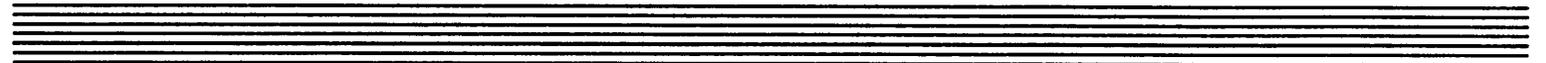


Rapport
sur

Les dépenses d'exploration minérale
et le financement par actions accréditives

produit par le
Groupe de travail intergouvernemental
sur l'industrie minérale

pour la
Conférence des ministres des Mines
Victoria (Colombie-Britannique)



Septembre 1994

AVANT-PROPOS

Le présent rapport a pour but d'exposer dans les faits la situation actuelle des dépenses d'exploration minière et du financement par actions accréditives au Canada. Les données et les points de vue qui y sont présentés ont été recueillis et approuvés par le Groupe de travail conjoint fédéral-provincial intergouvernemental sur l'industrie minière.

La rédaction du document a été coordonnée par le Secteur minier de Ressources naturelles Canada (RNCan), qui produit les rapports compilés depuis 1988.

Tout au long du rapport, l'expression «exploration minière» désigne la recherche de métaux, de minéraux non métalliques et de charbon, à l'exclusion de sables pétrolifères et bitumeux, de pétrole et de gaz.

SOMMAIRE

Selon l'enquête fédérale-provinciale menée auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minières, les dépenses totales d'exploration au Canada, à l'exclusion de celles consacrées à la recherche de pétrole et de gaz, se sont chiffrées à 385 millions de dollars en 1992. Il s'agit d'une baisse par rapport aux 532 millions dépensés en 1991. De cette somme, 305 millions (79 %) proviennent des grandes sociétés, les petites entreprises se partageant le reste, soit 80 millions (21 %). L'exploration générale a absorbé 326 millions des 385 millions; les 59 millions restants ont servi à l'exploration au chantier, définie comme étant la recherche de gisements sur le site de mines actuelles. Ajustées en fonction du taux d'inflation, les dépenses d'exploration engagées en 1992 étaient les moins élevées depuis 1967.

En 1992, les travaux d'exploration au Canada ont à nouveau surtout visé les métaux communs et les métaux précieux. La remontée des dépenses d'exploration consacrées aux métaux communs par rapport à l'or, amorcée en 1987, s'est poursuivie au cours de l'année. La diminution des dépenses d'exploration a été beaucoup plus marquée du côté des métaux précieux que de celui des métaux communs; aussi, les dépenses totales engagées dans la recherche de métaux communs ont-elles dépassé les investissements dans les métaux précieux pour la première fois depuis 1983. En 1992, l'exploration des métaux communs était à l'origine de 47 % de l'ensemble des dépenses d'exploration engagées au Canada, comparativement à 39 % pour les métaux précieux. En 1987, 83 % de l'ensemble des dépenses concernant l'exploration non pétrolière au Canada visait la recherche de métaux précieux.

Selon les premières estimations, les dépenses d'exploration ont augmenté à environ 483 millions de dollars en 1993, signe possible d'une reprise de l'exploration au Canada. Les grandes sociétés auraient injecté 343 millions de dollars (71 %) et les petites, 140 millions (29 %). La recherche de diamants explique principalement ce redressement salutaire de l'exploration — selon les données provisoires, environ 80 millions de dollars ont été consacrés à ce type de recherche, comparativement à 19 millions en 1992.

Si l'on en croit les prévisions des dépenses d'exploration pour 1994, l'exploration progressera une nouvelle fois. Environ 537 millions de dollars pourraient être consacrés à l'exploration cette année au Canada. On s'attend également à ce que les grandes sociétés injectent 340 millions de dollars (63 %) et les petites, 197 millions (37 %).

Les estimations de RNCan pour 1994, bien qu'encore préliminaires, indiquent que les dépenses totales d'exploration pourraient s'établir entre 500 millions et 550 millions de dollars. Si la recherche de diamants continue de s'accélérer, il se pourrait que les dépenses atteignent la limite supérieure de cette fourchette.

Selon RNCan, les sommes recueillies au moyen d'actions accréditatives en 1993 s'élevaient à environ 70 millions de dollars, soit une hausse de 25 millions de dollars par rapport aux 45 millions obtenus en 1992. RNCan évalue maintenant que le financement accréditif sera légèrement moins élevé en 1994, soit 60 millions de dollars environ.

FIGURES

	Page
Figure 1	Prix mensuel moyen de l'or, de janvier 1986 à juin 1994 4
Figure 2	Dépenses totales d'exploration et indice des métaux décalé d'une année 11
Figure 3	Dépenses d'exploration des grandes sociétés et indice des prix des métaux décalé d'une année 11
Figure 4	Forage de surface et souterrain, par mois, de janvier 1985 à juin 1994 12
Figure 5	Forage de surface et souterrain, par trimestre, de 1985 à 1994 13
Figure 6	Forage de surface et souterrain, par année, de 1973 à 1993 14
Figure 7	Forage de surface et souterrain : travaux de forage au diamant à façon, de 1973 à 1992 15
Figure 8a	Dépenses d'exploration sur le terrain par catégorie de sociétés, de 1985 à 1992 54
Figure 8b	Dépenses d'exploration par catégorie de sociétés, de 1989 à 1994 55
Figure 9	Répartition des dépenses d'exploration entre les petites et les grandes sociétés, de 1983 à 1994 56
Figure 10	Répartition des dépenses d'exploration entre les petites et les grandes sociétés, de 1969 à 1994 57
Figure 11	Dépenses selon les produits de base, de 1985 à 1992 59
Figure 12	Dépenses d'exploration au Canada, métaux communs et métaux précieux, de 1975 à 1992 60
Figure 13	Niveaux du financement par actions accréditatives, de 1983 à 1994 64

TABLEAUX

	Page
Tableau 1	Fonds réunis au moyen d'actions accréditatives par les grandes sociétés en commandite, de 1987 à 1990 2
Tableau 2	Comparaison des intentions, des dépenses provisoires et des dépenses réelles d'exploration, de 1984 à 1994 8
Tableau 3a	Dépenses d'exploration minérale au Canada, par province, de 1985 à 1994 (en dollars courants) 50
Tableau 3b	Dépenses d'exploration minérale au Canada par province, de 1985 à 1994 (en dollars de 1993) 51
Tableau 4	Dépenses d'exploration minérale au Canada, par province, de 1985 à 1994 (en pourcentage) 52
Tableau 5	Rapport entre le financement par actions accréditatives et les dépenses totales d'exploration, de 1983 à 1994 65

PARTIE A. PERSPECTIVES DE L'EXPLORATION MINÉRALE ET DU FINANCEMENT PAR ACTIONS ACCRÉDITIVES AU CANADA

Le présent document expose la situation actuelle et l'évolution récente du financement par actions accréditatives et de l'exploration minérale.

1 Perspectives du financement par actions accréditatives en 1994

1.1 Introduction

La présente section traite des sommes recueillies aux fins d'exploration grâce aux actions accréditatives.

Le financement accréditif est un indicateur important permettant d'évaluer la place qu'occupent les petites sociétés dans l'ensemble des travaux d'exploration. Étant donné que la plupart de ces entreprises sont publiques et ont besoin de l'approbation des bourses pour effectuer des placements, les renseignements portant sur leurs activités de financement ont été tirés principalement de publications faisant rapport d'activités boursières ou d'information provenant directement des bourses. Toutefois, les données sur le financement accréditif obtenues des bourses ne comprennent pas les sommes recueillies au moyen d'émissions à diffusion restreinte.

1.2 Situation récente

Les fonds recueillis au moyen d'actions accréditatives ont connu une augmentation vertigineuse entre 1983 et 1987, passant de 34 millions à 1,183 milliard de dollars. Depuis 1988, toutefois, les petites sociétés d'exploration ont eu de plus en plus de difficultés à recueillir des fonds accréditifs en raison de l'effondrement boursier du 19 octobre 1987, des modifications au traitement fiscal des gains en capital, de la baisse du prix de l'or, de l'absence relative de grandes découvertes, du désenchantement des investisseurs qui ont subi des pertes suite à des investissements dans des actions accréditatives, de la récession du début des années 90 et, depuis 1991, du retrait des grandes sociétés en commandite du marché des actions accréditatives.

Toutefois, les rumeurs selon lesquelles des gisements diamantifères susceptibles de devenir des mines de diamants commerciaux en Amérique du Nord auraient été découverts dans les Territoires du Nord-Ouest et les espoirs que ces rumeurs ont fait naître ont suscité un intérêt suffisant pour assurer plus de fonds accréditifs aux petites sociétés.

L'enthousiasme des investisseurs à l'égard des diamants a incité une société en commandite à tenter, en 1993, une émission de cinq millions de dollars au minimum et de cinquante millions au maximum. Bien qu'elle n'ait pas porté fruit, cette initiative se voulait la première tentative de la part d'une grande société en commandite de percer sur le marché accréditif depuis trois ans.

Le tableau 1 illustre la contribution impressionnante des grandes sociétés en commandite à l'égard des sommes totales réunies au moyen d'actions accréditives entre 1987 et 1990.

TABLEAU 1. Fonds réunis au moyen d'actions accréditives par les grandes sociétés en commandite, de 1987 à 1990

	Valeur des actions vendues			
	1987	1988	1989 ¹	1990 ¹
	(en millions de dollars)			
TAP	28	23	0	0
CMP	239	234	113	89,4
NEF	-	8	0	0
MVP	57	26	0	0
NIM	260	270	49	0
FIRST EX	47	21	0	0
MIDDLEFIELD	29	5,5	5,5	10,9
MINTAX	15	3,5	0	0
Total	675	591	167,5	100,3

¹ Les chiffres de 1989 et 1990 ne représentent en général que les fonds destinés à l'exploration minière. Certaines sommes recueillies aux fins d'exploration pétrolière et gazière sont cependant incluses dans les totaux de 1987 et 1988. Les chiffres de 1989 et 1990 comprennent la «majoration» par laquelle les sociétés conservaient les sommes versées dans le cadre du Programme de stimulation de l'exploration minière au Canada (PSEMC) et les dépensaient par la suite.

1.3 Données sur les bourses

Malgré la lenteur de la reprise économique, les sociétés canadiennes ont émis un nombre record de nouvelles actions en 1993. Servi par un marché boursier haussier et un fort besoin de capitaux au lendemain de la récession, le financement par actions ordinaires au Canada a établi un nouveau record en 1993, atteignant la somme de 20,85 milliards de dollars. Le nombre et la valeur des émissions lancées sur les marchés canadiens au cours du premier trimestre de 1994 ont maintenu le rythme accéléré de 1993, la valeur dépassant de loin les cinq milliards de dollars. Les faibles taux d'intérêt ont été un facteur clé favorisant le marché boursier. Le retrait des particuliers et des institutions des instruments monétaires à faible rendement au profit des valeurs mobilières a encouragé les sociétés à émettre de nouvelles actions. Les sociétés de toutes tailles et de tous secteurs de l'économie, y compris des ressources, ont profité de cette vigueur du marché boursier pour recueillir des fonds. Le flux d'argent dans le secteur des ressources a été alimenté par un secteur du pétrole et du

gaz flamboyant, par le redressement du prix de l'or et par une activité spéculative axée sur les titres des petites sociétés d'exploration, principalement celles à la recherche de diamants.

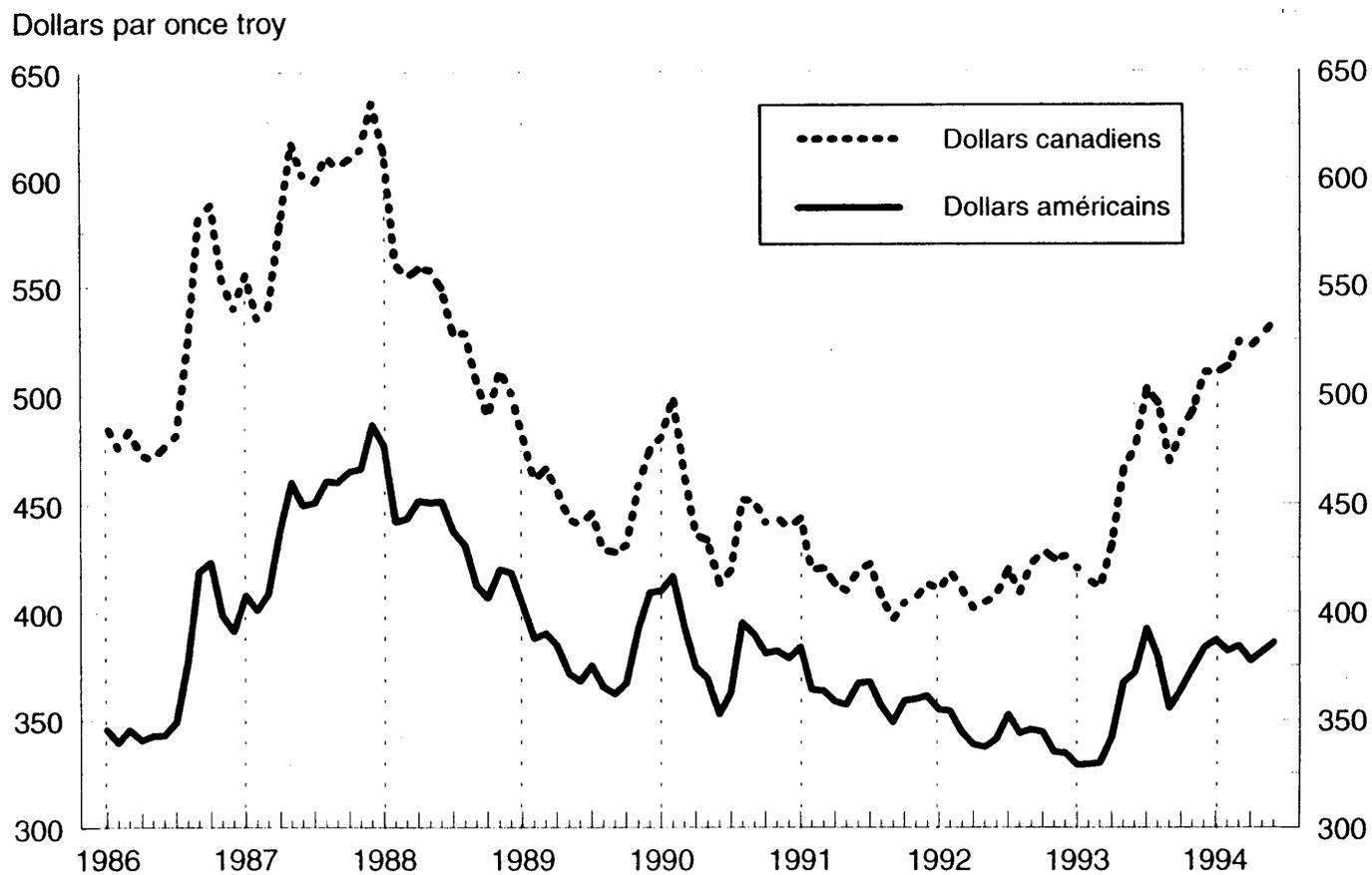
Au printemps de 1994, la hausse des taux d'intérêt et la chute des marchés boursiers ont ralenti le rythme du financement. À court terme, les nouvelles émissions devraient se faire moins nombreuses car les investisseurs ont perdu leur enthousiasme à l'égard des valeurs mobilières.

La performance de la Bourse de Vancouver témoigne des sentiments des investisseurs. L'année 1993 a été bonne pour cette bourse, qui sert de baromètre pour l'intérêt des investisseurs à l'égard des actions des petites sociétés. Plusieurs records de longue date en matière de transactions ont été battus pendant l'année. Le volume et la valeur de celles-ci ont atteint des niveaux records depuis que la Bourse a été créée il y a 86 ans, dépassant les sommets de 1987. Les représentants de la Bourse de Vancouver ont attribué cette effervescence à la hausse du prix de l'or, aux faibles taux d'intérêt et à l'intérêt soutenu des investisseurs pour la recherche de diamants dans les Territoires du Nord-Ouest et l'exploration de l'or au Venezuela. Tous les sous-indices de la Bourse révèlent une intensification des transactions, principalement une hausse de 53 % dans le secteur des ressources. La valeur des actions échangées a augmenté de 90 %, comme en témoignent les sous-indices du secteur des ressources et des entreprises risquées, qui ont plus que doublé. L'indice des entreprises risquées comprend 1092 sociétés, dont 57 % relèvent du secteur minier. Les fonds recueillis par l'entremise de la Bourse de Vancouver en 1993 ont plus que doublé par rapport à 1992, dépassant un milliard de dollars. Les sociétés minières, qui ont absorbé 58 % de tous les fonds réunis, ont recueilli 613 millions de dollars pendant l'année, comparativement à 127 millions en 1992. L'indice composé de la Bourse de Vancouver a sans cesse augmenté en 1993 pour clôturer à 1064, une hausse de 422 points. La hausse s'est poursuivie en 1994, l'indice de la Bourse atteignant 1169 points le 3 février 1994, soit le sommet le plus élevé depuis six ans, pour ensuite revenir à 946 à la fin du mois de juin. L'activité de financement est demeurée fébrile pendant le premier trimestre de 1994 avant de ralentir peu à peu pendant le deuxième trimestre.

Même si le financement par actions ordinaires a été important au début de 1994, on ne peut en dire de même du financement par actions accréditives. Selon les statistiques fournies par la Bourse de Vancouver, environ 8,7 millions de dollars d'actions accréditives ont été vendues grâce à 34 placements privés pendant le premier semestre de 1994. De cette somme, 3,6 millions de dollars sont destinés à l'exploration pétrolière et gazière, et 5,1 millions, à l'exploration minière. Toutefois, une autre somme de 5,6 millions de dollars d'actions accréditives reliées aux activités minières n'a pas été incluse dans les 5,1 millions susmentionnés, probablement parce que ces émissions n'ont pas encore reçu l'approbation de la Bourse de Vancouver.

Figure 1

PRIX MENSUEL MOYEN DE L'OR JANVIER 1986 À JUIN 1994



Source: Metals Week, cotes de Handy et Harman; moyenne des prix quotidiens à Londres.

Selon les statistiques de la Bourse de l'Alberta, la somme approximative de 30,2 millions de dollars de fonds accréditifs a été recueillie à cette bourse pendant les cinq premiers mois de 1994. Les fonds accréditifs de l'Alberta étaient surtout destinés à l'exploration pétrolière et gazière. Toutefois, il est probable que des sommes de plus en plus élevées seront consacrées à l'exploration minière. Selon les données fournies par la Bourse de Montréal, environ 10 millions de dollars en actions accréditives pourraient avoir été recueillis pendant les six premiers mois de l'année, dont 8,8 millions de dollars destinés à l'exploration minière. D'après les données fournies par la Bourse de Toronto, exception faite des sommes réunies par des sociétés inscrites à plusieurs bourses, environ 21,2 millions de dollars ont été recueillis à la Bourse sous forme d'actions accréditives pendant les six premiers mois de l'année, dont 8,5 millions destinés à l'exploration minière.

1.4 Perspectives

Les sommes de financement accréditif réunies pour l'exploration minière à ces quatre bourses s'élevaient à 28 millions de dollars au 1^{er} juillet 1994. En supposant qu'un montant égal sera recueilli au cours du second semestre, 56 millions de dollars en actions accréditives seraient disponibles pour toute l'année.

Même si, à l'heure actuelle, il est difficile de prévoir la somme du financement accréditif qui sera réunie pour l'ensemble de l'année, RNCAN est d'avis que le montant de 60 millions de dollars constitue une estimation raisonnable.

2. Perspectives de l'exploration en 1994

2.1 Introduction

La présente partie traite du niveau prévu d'exploration minière plutôt que de son financement. Étant donné qu'il s'agit de projections, les sources statistiques courantes sont assorties d'autres sources. Il sera d'abord question des résultats de l'enquête fédérale-provinciale sur les intentions de dépenses d'exploration pour 1994, coordonnée par Statistique Canada et RNCAN. Bien qu'il s'agisse du dernier sondage complet dont on dispose, il comporte une grave lacune. En effet, puisque les intentions ont été exprimées entre novembre 1993 et mars 1994, les résultats de cette enquête annuelle ne reflètent peut-être plus la situation actuelle.

La deuxième source d'information provient d'une technique de modélisation mise au point par le Secteur minier en vue de prévoir l'activité totale d'exploration et l'activité d'exploration des grandes sociétés. Cette technique repose sur la relation «statistiquement significative» qui existe entre le prix des métaux et les travaux d'exploration.

Enfin, les niveaux récents de forage au diamant sont examinés dans le but de donner une autre idée de la tendance des travaux d'exploration.

2.2 Enquêtes de RNCan et de Statistique Canada sur les intentions de dépenses d'exploration pour 1994

Méthode

Le 31 octobre 1993, Statistique Canada a envoyé 230 questionnaires aux sociétés minières productrices. RNCan s'est chargé de la collecte des données auprès des sociétés non productrices et a ainsi envoyé près de 2011 questionnaires (avec le concours des provinces qui participent à cette enquête). Il convient de souligner qu'une société peut recevoir plus d'un questionnaire si elle oeuvre dans plusieurs provinces. Le nombre de sociétés agissant comme exploitants réels de projets d'exploration au pays s'établit à environ 641, en baisse par rapport au nombre de 692 enregistré en 1993 mais en hausse par rapport au nombre de 597, en 1992. Afin d'éviter le double comptage, les associés de coentreprises qui ne sont pas exploitants de projet ne déclarent pas les sommes qu'ils entendent consacrer à l'exploration. Dans cette enquête, on demandait aux sociétés le montant prévu de leurs dépenses d'exploration pour l'exercice du 1^{er} avril 1994 au 31 mars 1995.

Ces statistiques touchant les dépenses d'exploration ont été compilées sous la classification «exploration générale» et «exploration à la mine». Les prévisions concernant les dépenses d'exploration comprennent les dépenses pour travaux physiques et levés sur le terrain, les dépenses foncières connexes, les frais généraux reliés aux travaux sur le terrain et les dépenses du siège social imputables aux travaux d'exploration.

Résultats

Statistique Canada a publié les résultats de son enquête sous la rubrique «exploration sur la propriété» (à la mine) dans sa publication annuelle intitulée *Investissements privés et publics au Canada : perspectives — 1994* (catalogue n° 61-205 de Statistique Canada). Au total, selon Statistique Canada, les intentions de dépenses d'exploration à la mine pour 1994 s'élèvent à 60 millions de dollars. Ce chiffre a été révisé à la hausse par RNCan à 66 millions en avril 1994. Statistique Canada effectue actuellement une enquête révisée sur les prévisions des sociétés productrices pour 1994, dont les résultats devraient être publiés sous peu. Selon les premières indications, l'«exploration générale» (exploration hors chantier) totaliserait 471 millions de dollars.

RNCan a publié les résultats de son enquête dans le numéro du printemps de 1994 de son *Rapport trimestriel sur l'industrie minière au Canada* et dans l'*Annuaire des minéraux du Canada de 1993 : Aperçu et perspectives*.

Par conséquent, d'après les intentions exprimées par les sociétés entre décembre 1993 et mars 1994, les dépenses totales d'exploration (tant au chantier qu'hors chantier) pourraient s'établir à environ 537 millions de dollars (soit 471 millions plus 66 millions) en 1994.

Interprétation

Les enquêtes au sujet des intentions effectuées par Statistique Canada et RNCan donnent une idée de ce qu'étaient à la fin de 1993 et au début de 1994 les sommes totales que l'industrie entendait consacrer à l'exploration en 1994. Cependant, comme les intentions exprimées à la fin de 1993 ont pu être modifiées par suite d'événements pouvant limiter la disponibilité des fonds, tels que la situation boursière, les fluctuations du prix des métaux de même que d'autres facteurs économiques propres à une société ou d'ordre général, les résultats de ces enquêtes ne pourront peut-être plus être interprétés comme des prévisions réalistes des travaux d'exploration qui seront effectivement exécutés en 1994.

Au tableau 2 figurent les intentions ainsi que les dépenses provisoires et les dépenses réelles pour les travaux d'exploration à la mine et d'exploration générale de 1984 à 1994. Ce tableau montre qu'entre 1985 et 1988, les dépenses totales déclarées, d'abord provisoires et par la suite réelles, ont en général dépassé les intentions pour la même période. Cependant, la tendance s'est renversée en 1989. Cette situation pourrait être attribuable au fait qu'entre 1985 et 1988, les fonds alloués aux travaux d'exploration devenaient plus abondants que les sociétés ne l'avaient prévu à l'origine, mais en 1989, la disponibilité du financement accréditif a connu un recul inattendu. Pour 1993, la tendance est semblable à celle signalée pour la période s'échelonnant de 1985 à 1988. Les données provisoires dépassent les intentions, probablement parce que le financement est plus accessible que prévu et que les récentes découvertes de diamants ont intensifié l'exploration.

2.3 Dépenses d'exploration des grandes sociétés en 1993 et 1994

Méthode

Les renseignements sur les dépenses d'exploration par catégorie de sociétés (réelles pour 1992, provisoires pour 1993 et intentionnelles pour 1994) sont maintenant disponibles grâce à l'enquête fédérale-provinciale sur les dépenses d'exploration provisoires et prévues. Environ 149 grandes sociétés actives en 1993 et 134 en 1994 ont signalé des dépenses d'exploration. Ces chiffres relatifs aux grandes sociétés comprennent les producteurs et leurs sociétés affiliées ainsi que des sociétés étrangères et pétrolières. Dans le cas d'une coentreprise, les dépenses totales de projet sont signalées par l'exploitant. Ainsi, la participation des grandes sociétés a parfois été surestimée. Malgré tout, l'analyse des données a été systématique au fil des ans et une tendance claire s'en dégage.

TABLERAU 2. Comparaison des intentions, des dépenses provisoires et des dépenses réelles d'exploration, de 1984 à 1994

<u>Dépenses d'exploration</u>	<u>Intentions</u>	<u>Provisoires</u> (en millions de dollars)	<u>Réelles</u>
1984			
Exploration à la mine		158,6	136,4
Exploration générale		389,7	480,9
Exploration totale	n.d.	548,3	617,3
1985			
Exploration à la mine	150,9	89,4	100,1
Exploration générale	361,2	471,5	488,8
Exploration totale	512,1	560,9	588,9
1986			
Exploration à la mine	87,5	110,2	108,6
Exploration générale	431,2	483,6	589,3
Exploration totale	518,7	593,8	697,9
1987			
Exploration à la mine	122,6	121,5	161,0
Exploration générale	583,2	849,6	1 139,0
Exploration totale	705,8	971,1	1 300,0
1988			
Exploration à la mine	154,7	138,7	143,0
Exploration générale	891,0	1 107,9	1 207,0
Exploration totale	1 045,7	1 246,6	1 350,0
1989			
Exploration à la mine	111,7	160,0	115,3
Exploration générale	832,2	766,7	712,5
Exploration totale	943,9	926,7	827,8
1990			
Exploration à la mine	150,0	107,7	112,4
Exploration générale	633,0	643,5	662,3
Exploration totale	783,0	751,2	744,7
1991			
Exploration à la mine	97,9	80,4	67,3
Exploration générale	548,3	514,5	464,4
Exploration totale	646,2	594,9	531,7
1992			
Exploration à la mine	71,2	75,4	59,4
Exploration générale	426,3	344,3	325,9
Exploration totale	497,5	419,6	385,3
1993			
Exploration à la mine	70,1	78,1	
Exploration générale	364,5	404,9	
Exploration totale	434,6	483,0	n.d.
1994			
Exploration à la mine	66,0		
Exploration générale	471,8		
Exploration totale	537,8	n.d.	n.d.

Source : Statistique Canada et enquête fédérale-provinciale auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minières. L'enquête sur les dépenses réelles de 1993 est en cours, les questionnaires sur les dépenses provisoires et réelles pour 1994 ne seront pas envoyés avant la fin de 1994 et le début de 1995, respectivement.
n.d. : non disponible.

Résultats

Selon l'enquête fédérale-provinciale, la baisse du niveau des dépenses effectuées par les grandes sociétés a été importante entre 1988 et 1989, soit de 19 %, passant de 682 millions de dollars à 555 millions. Cette baisse s'est poursuivie jusqu'en 1992. Le montant réel de 1992 (305 millions de dollars) était de 27 % inférieur à celui de 1991 (415 millions).

Toutefois, l'estimation provisoire de 1993 (343 millions de dollars) est de 12 % supérieure aux dépenses de 1992, tandis que les intentions pour 1994 (340 millions) laissent prévoir un niveau de dépenses comparables à l'estimation provisoire de 1993. Les grandes sociétés ont effectué 52 % des dépenses totales d'exploration en 1988, 67 % en 1989, 69 % en 1990, 78 % en 1991, 79 % en 1992; selon les estimations, elles en ont effectué 71 % en 1993, et, selon les prévisions, elles en effectueront 63 % en 1994.

Étant donné que les intentions totales pour 1994 atteignent 537 millions de dollars et celles des grandes sociétés, 340 millions, les intentions des petites sociétés s'élèvent à 197 millions. Cependant, la disponibilité des fonds par opposition aux intentions permettra davantage de déterminer les niveaux des dépenses d'exploration de ces dernières (voir la section 5.3 pour obtenir de plus amples renseignements sur les petites sociétés).

2.4 Perspectives d'exploration selon le prix des métaux

Méthode

Une analyse rétrospective révèle que le niveau des dépenses d'exploration minérale effectuées au cours d'une année donnée peut être relié au prix des métaux de l'année précédente. Cette constatation pourrait s'expliquer par le fait que les sociétés considèrent l'exploration comme tout autre investissement dont le rendement escompté dépend des revenus pouvant être tirés de l'exploitation subséquente des gisements découverts. Ces revenus escomptés seraient évidemment fonction des prix futurs des minéraux. Il semble également que les prix actuels occupent une place de premier plan dans l'esprit des sociétés lorsqu'elles tentent de prévoir l'évolution des prix.

En outre, les prix contribuent largement à déterminer la marge d'autofinancement d'une société et, par conséquent, les fonds disponibles pour l'exploration minérale.

Les variations des dépenses d'exploration ont tendance à suivre les fluctuations des prix, car les travaux d'exploration exécutés au cours d'une année font suite à un processus de budgétisation qui a lieu l'année précédente. Les affectations de fonds tendent par conséquent à refléter le prix des métaux en vigueur pendant l'année précédente.

La figure 2 montre le lien entre les dépenses d'exploration et l'indice des prix annuels des métaux de RNCAN, décalé d'une année. Il s'agit d'un indice composé des prix de six métaux : l'or, l'argent, le cuivre, le zinc, le plomb et le nickel.

Résultats

Compte tenu de la corrélation entre les dépenses d'exploration et le prix des métaux observée entre 1969 et 1993, les dépenses totales d'exploration pourraient s'élever en 1994 à près de 465 millions de dollars (voir la figure 2). Selon une estimation analogue, les grandes sociétés pourraient consacrer environ 360 millions à l'exploration en 1994 (voir la figure 3).

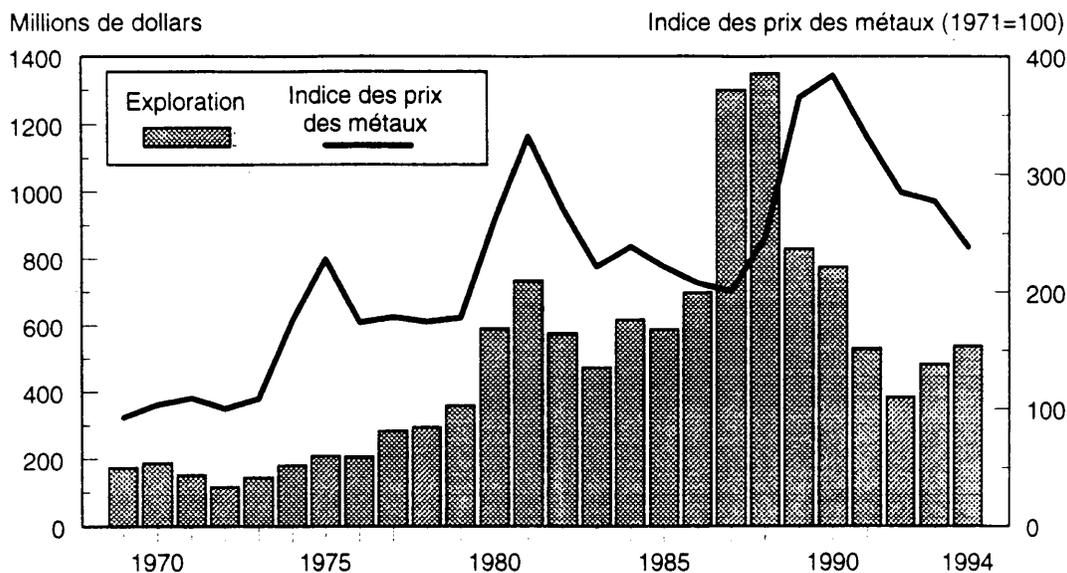
L'écart entre ces deux estimations suppose que les petites sociétés dépenseraient environ 105 millions de dollars en 1994. Cependant, étant donné que les travaux d'exploration des petites sociétés sont largement tributaires de la disponibilité de fonds sur les marchés boursiers, on n'a pas tenté de prévoir les dépenses des petites sociétés en fonction du prix des métaux.

2.5 Travaux récents de forage au diamant

Le forage au diamant représente un élément essentiel de l'exploration pour presque toutes les propriétés minières du Canada, allant de l'étude des anomalies à la délimitation et à la définition du gisement. Voilà pourquoi les statistiques sur le forage au diamant constituent un indicateur important des niveaux récents de travaux d'exploration minérale au pays.

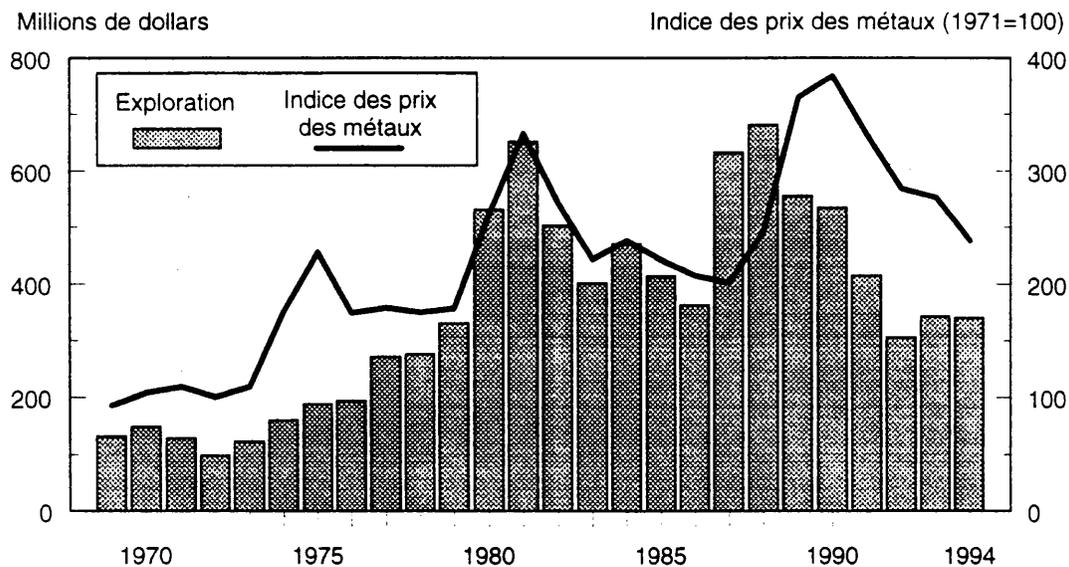
L'Association canadienne de forage au diamant (ACFD) recueille tous les mois les données fournies par ses sociétés membres. Les statistiques offertes par l'ACFD portent sur environ 50 à 60 % de tous les travaux de forage au diamant à façon effectués au Canada. Au cours des 10 à 15 dernières années, on a remarqué une corrélation assez étroite entre le métrage annuel signalé par l'ACFD et les dépenses d'exploration au pays. Ainsi, les statistiques de forage de la figure 4 (par mois, de 1985 à 1994), de la figure 5 (par trimestre, de 1985 à 1994) et de la figure 6 (par année, de 1973 à 1993) devraient donner une idée assez claire de l'évolution récente des travaux d'exploration minérale au pays. En outre, un graphique détaillé (figure 7) montre, sur 17 années, l'évolution de tous les travaux de forage à façon au Canada jusqu'en 1991, tels qu'ils ont été signalés annuellement à RNCAN par les foreurs au diamant et publiés dans le catalogue n° 26-201 de Statistique Canada. Même si ces deux sources arrivent à des résultats annuels différents, la même tendance globale peut être observée en dépit du fait que les statistiques de l'ACFD sont incomplètes, parce que tous les foreurs au diamant au Canada ne sont pas membres de l'ACFD et que les sociétés membres ne signalent pas toutes leurs travaux de forage à l'Association.

Figure 2
DÉPENSES TOTALES D'EXPLORATION ET INDICE DES PRIX DES MÉTAUX DÉCALÉ D'UNE ANNÉE



Sources: Publications n^{os} 61-007 et 61-216 au catalogue de Statistique Canada pour les données sur l'exploration entre 1969 et 1992; indice des prix des métaux de RNCa.
 La projection pour 1994 provient du modèle de RNCa.

Figure 3
DÉPENSES D'EXPLORATION DES GRANDES SOCIÉTÉS ET INDICE DES PRIX DES MÉTAUX DÉCALÉ D'UNE ANNÉE

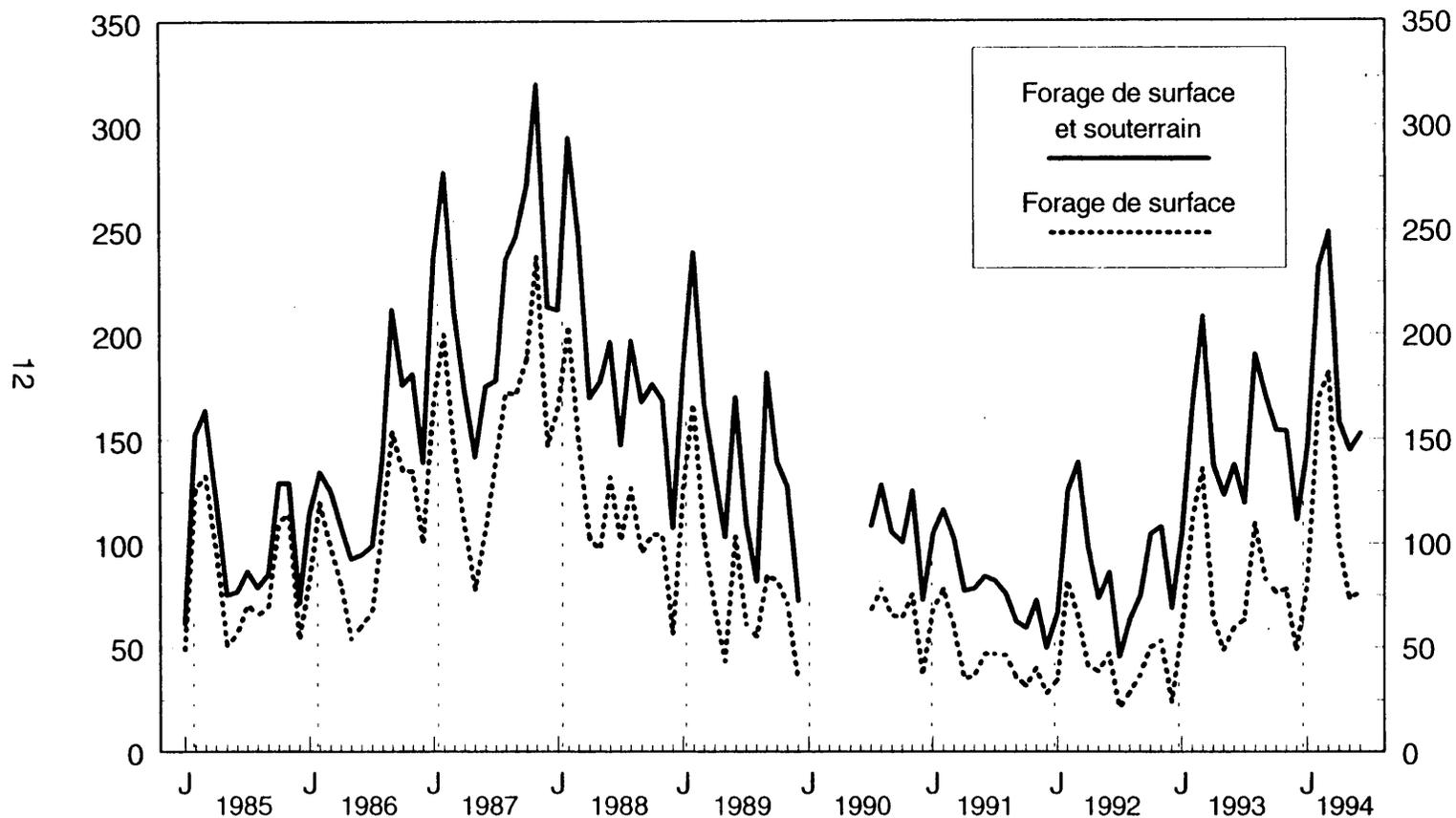


Sources: Publications n^{os} 61-007 et 61-216 au catalogue de Statistique Canada pour les données sur l'exploration entre 1969 et 1992; indice des prix des métaux de RNCa.
 La projection pour 1994 provient du modèle de RNCa.

Figure 4

FORAGE DE SURFACE ET SOUTERRAIN PAR MOIS - DE JANVIER 1985 À JUIN 1994

Milliers de mètres



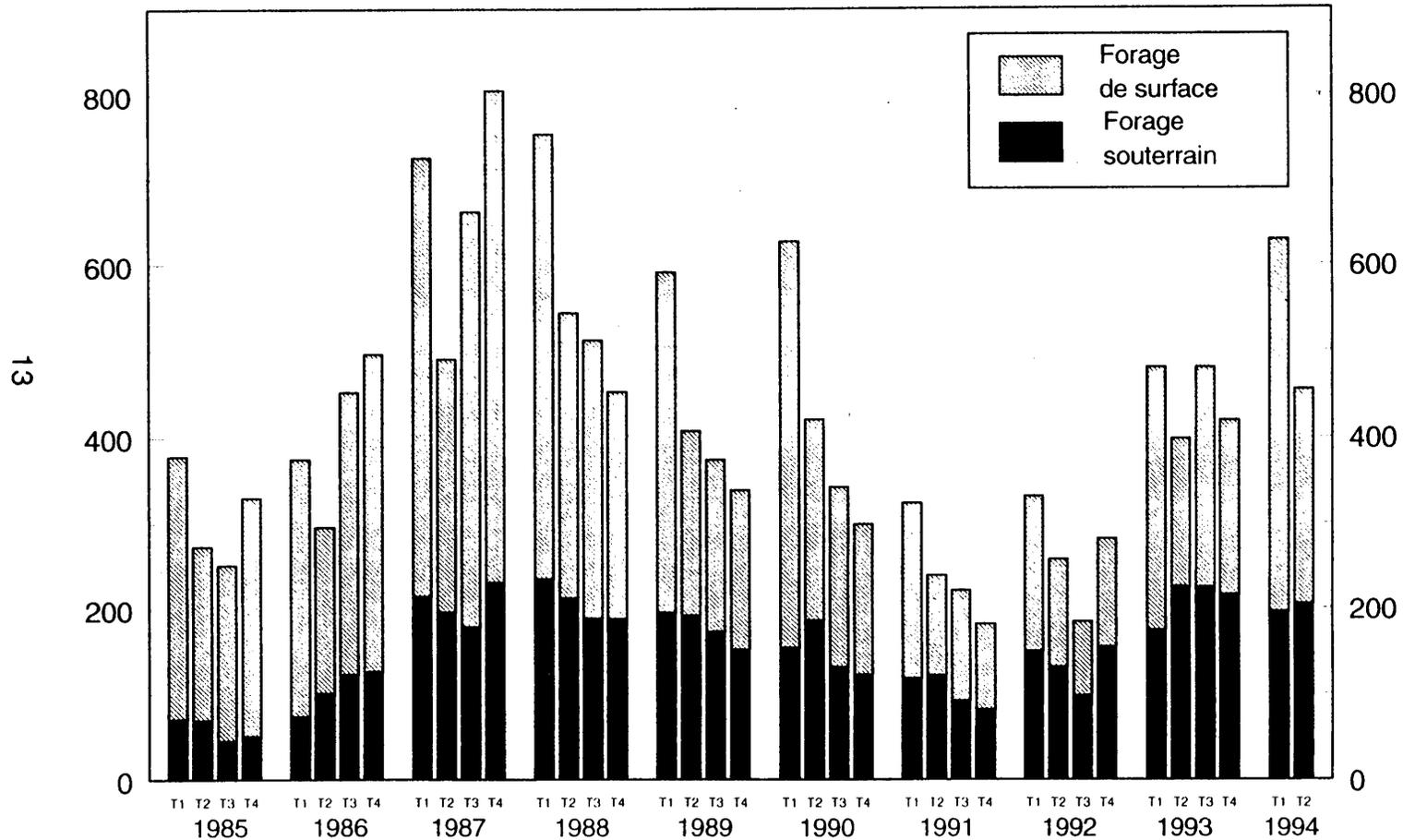
Source: Association canadienne de forage au diamant (ACFD).

Nota: Les données sont incomplètes parce que les sociétés membres ne signalent pas toutes leurs travaux de forage à l'ACFD. Les données mensuelles pour la période allant de janvier à juin 1990 n'étaient pas disponibles, car les statistiques finales de l'ACFD pour cette période ont été regroupées en un total semestriel.

Figure 5

FORAGE DE SURFACE ET SOUTERRAIN PAR TRIMESTRE - 1985 À 1994

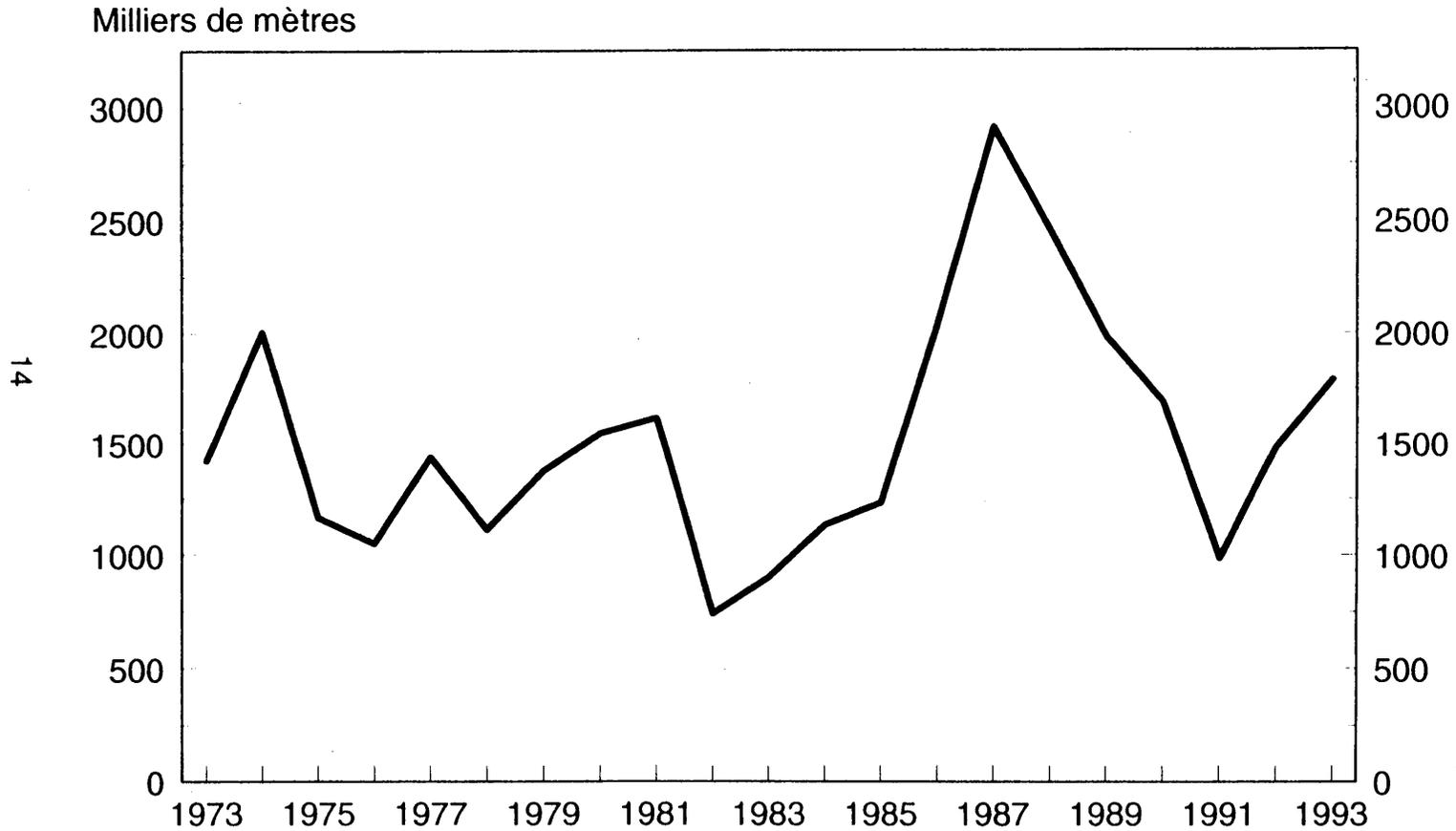
Milliers de mètres



Source: Association canadienne de forage au diamant (ACFD).

Nota: Les données sont incomplètes parce que les sociétés membres ne signalent pas toutes leurs travaux de forage à l'ACFD.

Figure 6
**FORAGE DE SURFACE ET SOUTERRAIN
PAR ANNÉE 1973 À 1993**

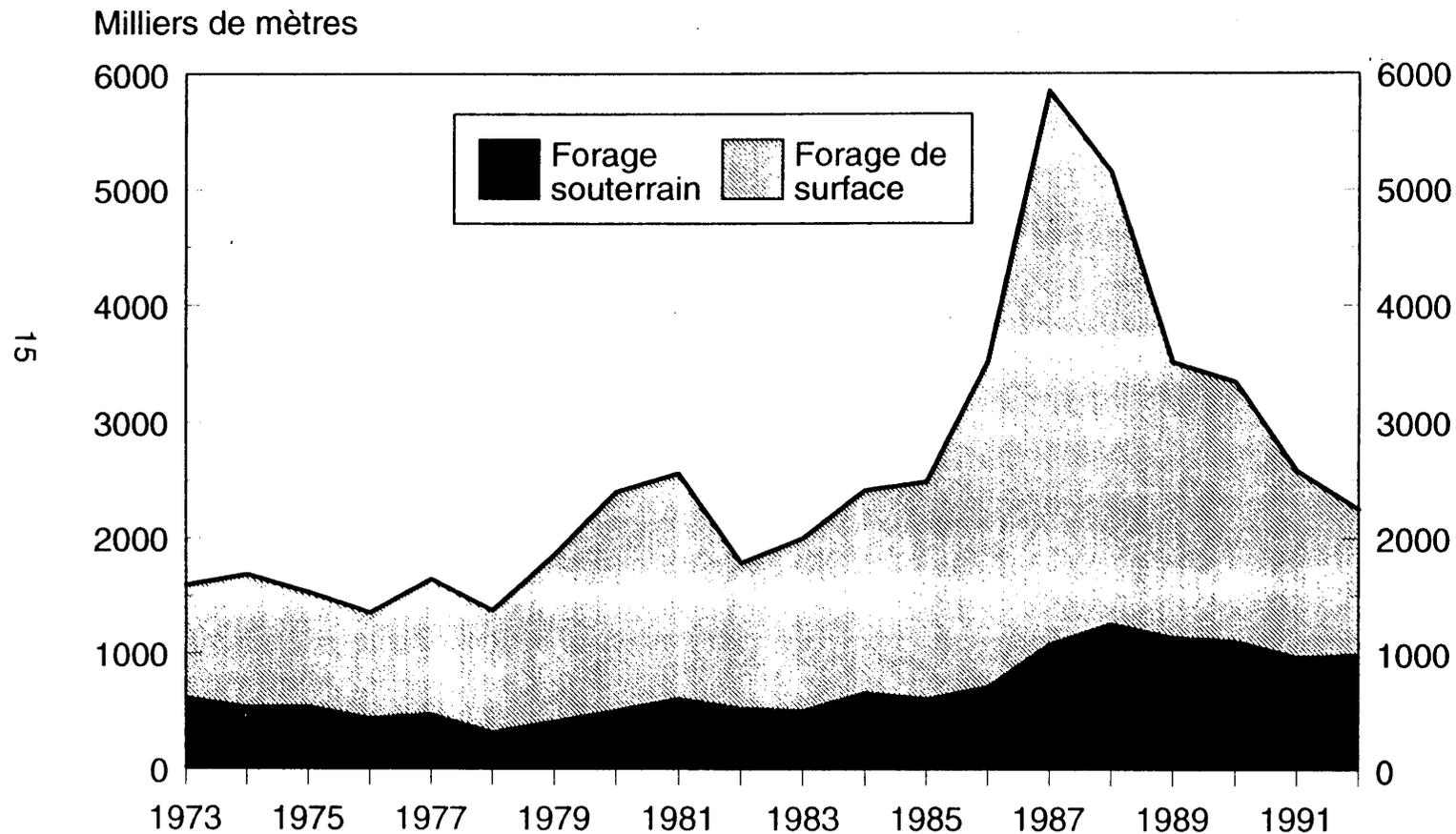


Source: Association canadienne de forage au diamant (ACFD).

Nota: Les données sont incomplètes parce que les sociétés membres ne signalent pas toutes leurs travaux de forage à l'ACFD.

Figure 7

FORAGE DE SURFACE ET SOUTERRAIN TRAVAUX DE FORAGE AU DIAMANT À FAÇON 1973 À 1992



Source: Publication n° 26-201 au catalogue de Statistique Canada.

Nota: Les données réfèrent au code CT1 0921. 1992 est la dernière année pour laquelle les données sont disponibles.

Les coûts en dollars courants par mètre foré aux fins d'exploration au Canada peuvent être calculés pour la période allant de 1985 à 1992 inclusivement à l'aide de données tirées de l'enquête fédérale-provinciale sur l'exploration. Ces données ne sont pas disponibles pour les années antérieures à 1985. Les coûts peuvent dépasser les sommes réelles versées aux entrepreneurs de forage, certaines sociétés ayant pu ajouter certains frais associés au forage tels que les diagraphies géologiques et le titrage des carottes. Ces coûts moyens comprennent le forage de surface et le forage souterrain; les coûts de forage de surface sont généralement largement supérieurs à ceux du forage souterrain.

<u>Année</u>	<u>Forage au diamant</u>			<u>Autre forage¹</u>		
	<u>Mètres forés</u> (millions)	<u>Coût total</u> (millions de dollars)	<u>Coût par mètre</u> (dollars)	<u>Mètres forés</u> (million)	<u>Coût total</u> (millions de dollars)	<u>Coût par mètre</u> (dollars)
1985	2,531	185	73	,270	10,8	40
1986	3,616	249	69	,055	3,4	62
1987	6,221	510	82	,262	18,4	71
1988	6,206	478	77	,211	10,5	50
1989	3,940	291	74	,297	9,5	32
1990	3,702	282	76	,241	12,6	52
1991	2,341	175	75	,234	13,1	56
1992	1,889	141	75	,139	6,5	47

¹ Comprend des méthodes de forage telles que le forage à percussion, le forage par circulation renversée et le forage rotatif (tel qu'utilisé dans l'exploration pétrolière) servant à la recherche de charbon, de potasse, de sel, de gypse et d'autres minéraux stratifiés de la même façon.

Comme le montre la figure 5, chacune des quatre années (1988, 1989, 1990 et 1991) accuse la même baisse d'intensité des travaux de forage au diamant, le premier trimestre affichant une hausse par rapport au dernier trimestre de l'année précédente. Cette tendance s'est poursuivie jusqu'à la fin du troisième trimestre de 1992 alors que la baisse d'intensité des travaux de forage au diamant s'est arrêtée. De 1988 à 1992, les travaux ont toujours culminé pendant le premier trimestre parce que les fonds accreditifs de l'année précédente étaient reportés en janvier et février de l'année suivante et qu'une bonne partie du forage doit être effectuée pendant les mois d'hiver sur la glace des lacs et des zones de muskeg, qui sont généralement inaccessibles au forage pendant le reste de l'année. La tendance trimestrielle générale à la baisse ressentie tout au long de 1988, 1989, 1990 et 1991 fait contraste à la situation de 1986 et 1987, où les niveaux de forage au diamant au second semestre étaient supérieurs à ceux du premier en raison de la disponibilité accrue de fonds accreditifs. La baisse amorcée au premier semestre de 1988 confirme la perception générale selon laquelle les travaux d'exploration ont commencé à ralentir en 1988, après avoir atteint un sommet à la fin de 1987 et au début de 1988.

Au Canada, le métrage annuel du forage au diamant a fortement baissé entre 1987, où il avait atteint un sommet, et 1991. Depuis, il augmente (voir les figures 5 et 6). Les dépenses annuelles d'exploration engagées au Canada en 1993 (provisoires), qui s'élèvent à 483 millions de dollars, et les intentions pour 1994, de 537 millions de dollars, révèlent une tendance à la hausse par rapport aux 385 millions de dollars effectivement dépensés en 1992. Comme on a pu le constater, les dépenses provisoires et les intentions de dépenses prévues ne sont pas toujours sûres, mais cette tendance apparente à la hausse est confirmée par l'augmentation du métrage foré signalé par les entreprises de forage à l'Association canadienne de forage au diamant.

Au fil des ans, l'activité de forage au diamant en surface a varié beaucoup plus que celle de forage souterrain (voir les figures 4, 5 et 7). On pourrait expliquer cette constatation par le fait qu'une grande partie du forage souterrain consiste en des travaux à façon visant à définir des réserves de minerai de remplacement aux mines productrices. Au moment de la compilation des statistiques sur les dépenses d'exploration, les dépenses de cette nature sont classées comme des «dépenses de mise en valeur» plutôt que des «dépenses d'exploration». Ainsi, une bonne partie du forage souterrain au diamant ne représente pas du «forage d'exploration», c'est-à-dire axé sur la recherche de nouveaux gisements. En interprétant les figures 4 à 7, il est important de noter qu'en raison de l'inclusion du forage souterrain aux mines productrices, ces figures peuvent en réalité gonfler les niveaux récents d'exploration minérale.

3. Vue d'ensemble de l'exploration minière en 1994

Les dépenses totales d'exploration de 1993 se sont élevées à environ 483 millions de dollars, dont environ 343 millions sont attribuables aux grandes sociétés et à peu près 140 millions, aux petites sociétés. Ce chiffre provisoire représente une hausse de 98 millions par rapport aux 385 millions enregistrés en 1992. Pour parvenir à une prévision globale de l'ensemble des dépenses pour 1994, il convient de comparer différents montants provenant de diverses sources.

Exploration par de grandes sociétés

Selon l'enquête sur les intentions d'exploration, effectuée à la fin de 1993 et au début de 1994, les dépenses pourraient être de l'ordre de 537 millions de dollars en 1994, dont 340 millions seraient attribuables aux grandes sociétés et 197 millions, aux petites sociétés.

Comme nous l'avons vu à la section 2.4, l'analyse de régression donne une autre estimation. La corrélation entre les dépenses totales d'exploration et le prix des métaux nous donne une estimation de 465 millions selon les prix annuels moyens des métaux en 1993. Selon une estimation similaire, on prévoit qu'en 1994, les dépenses d'exploration des grandes sociétés s'élèveront à environ 360 millions de dollars,

somme qui, étonnamment, ne diffère pas beaucoup de l'estimation de 340 millions de dollars établie lors de l'enquête sur les intentions. Étant donné que les grandes sociétés disposent de sources de financement plus sûres que les petites, les estimations concernant les grandes sociétés ont des chances d'être plus fiables que celles concernant les petites sociétés.

La différence entre les dépenses totales d'exploration estimées à 465 millions de dollars et les dépenses des grandes sociétés estimées à 360 millions selon l'analyse de régression laisse entrevoir des dépenses d'environ 105 millions de dollars de la part des petites sociétés en 1994. Toutefois, puisque l'exploration par les petites sociétés est largement tributaire de la disponibilité de fonds sur les marchés boursiers, on n'a pas tenté de prédire les dépenses d'exploration de ces sociétés en fonction des prix des métaux.

Exploration par les petites sociétés

Le niveau de dépenses d'exploration des petites sociétés est plus difficile à prévoir. L'enquête fédérale-provinciale des intentions pour 1994, réalisée à la fin de 1993 et au début de 1994, constitue un indicateur du niveau possible des dépenses de ces sociétés. Selon cette enquête, les petites sociétés ont l'intention de dépenser près de 197 millions en 1994, soit à peu près 57 millions de plus que la somme provisoire de 140 millions consacrée en 1993.

Il est prévu que les petites sociétés inscrites aux bourses canadiennes pourraient recueillir en 1994 aux alentours de 60 millions de dollars en financement accreditif. Si ce chiffre s'avère exact, les petites sociétés devraient encore réunir quelque 137 millions en fonds autres qu'accréditifs, si leurs intentions d'exploration (quelque 197 millions) devaient se réaliser conformément à l'enquête fédérale-provinciale.

Un autre moyen d'établir des estimations concernant les dépenses d'exploration des petites sociétés consiste à étudier la tendance du financement non accreditif à la Bourse de Vancouver. Au cours de 1993, les fonds recueillis à la Bourse de Vancouver ont plus que doublé par rapport à 1992, pour atteindre plus de un milliard de dollars. Les sociétés minières ont alors absorbé 58 % de tous les fonds recueillis, c'est-à-dire 613 millions de dollars, comparativement à 127 millions l'année précédente. Les représentants de la Bourse de Vancouver ont indiqué que l'activité de financement était demeurée fébrile pendant le premier trimestre de 1994 alors que l'indice composé, stimulé par un volume imposant de transactions, poursuivait sa remontée pour atteindre un sommet le 3 février 1994. Cette conjoncture favorable a permis d'offrir aux petites sociétés des occasions de financement intéressantes, et bon nombre de petites sociétés de ressources ont émis des actions pour réunir des sommes considérables.

Bien que la hausse récente des taux d'intérêt et le ralentissement des marchés boursiers influenceront probablement sur les nouvelles émissions d'actions, les travaux d'exploration de cette année ont en grande partie été planifiés l'an dernier, alors que le marché était en pleine effervescence, et au début de 1994.

Même si l'on admet qu'une partie très importante des fonds recueillis à la Bourse de Vancouver est destinée à l'exploration à l'étranger, vu la force récente des marchés boursiers, l'important redressement du prix de l'or et la tendance nette au recours à un financement non accreditif par les petites sociétés en 1993 et pendant le premier trimestre de 1994, RNCan est porté à croire que les dépenses réelles des petites sociétés en 1994 atteindront les 140 millions de dollars dépensés en 1993 et pourraient même dépasser ce chiffre provisoire.

Dépenses totales d'exploration

En se fondant sur une fourchette des dépenses d'exploration variant entre 150 millions et 200 millions de dollars pour les petites sociétés et des dépenses prévues de 350 millions pour les grandes sociétés, les dépenses d'exploration devraient varier entre 500 millions et 550 millions de dollars en 1994. Si la recherche de diamants continue de s'accélérer, il se pourrait que les dépenses rejoignent la limite supérieure de cette fourchette.

PARTIE B. SITUATION RÉGIONALE

4.1 Introduction

La présente partie présente les observations des représentants provinciaux et territoriaux au sujet des récents travaux d'exploration, ainsi que leurs prévisions pour 1994.

4.2 Terre-Neuve et Labrador

En 1993, les travaux d'exploration minière à Terre-Neuve, qui avaient atteint un niveau record en 1988 et 1989, ont poursuivi leur chute, diminuant de 24 % depuis 1992.

Les dépenses totales d'exploration minière en 1993 se sont chiffrées à environ 8,7 millions de dollars contre 23 millions en 1990 et près de 11,5 millions en 1991 et 1992. Elles devraient augmenter en 1994, pour se situer dans la fourchette de 12,0 à 15,0 millions de dollars. Les statistiques de 1992-1993 concernant les claims jalonnés (5 118/6 955), les claims en règle (24 002/22 910) et le forage au diamant (21 873/46 510 mètres) traduisent aussi le déclin de l'exploration primaire dans la province depuis 1989. Pour le premier semestre de 1994, les statistiques révèlent que 2942 claims ont été jalonnés et 21 394 sont en règle. Nous prévoyons que les travaux de forage au diamant continueront à augmenter en 1994, du fait que l'on se concentrera sur des projets d'exploration avancée.

Les principales cibles des travaux d'exploration sont encore les métaux communs, suivis de l'or et des minéraux industriels. La plupart des programmes d'exploration sont réalisés par de grandes sociétés minières, mais la part des petites sociétés et des prospecteurs augmente lentement mais sûrement. Les travaux avancés dominent les activités d'exploration; peu de travaux primaires sont prévus pour 1994, sauf chez les prospecteurs individuels. Au début de 1993, la société Explorations Noranda Limitée a acheté de Talisman Energy Inc. les AND Charter Lands situées dans la grande région de Buchans, dans le centre de Terre-Neuve; par la suite, elle a formé avec la Brunswick Mining and Smelting une coentreprise d'exploration à parts égales. Cette acquisition est considérée comme un engagement à long terme à l'égard de la recherche de métaux communs. Elle a déclenché une relance des travaux d'exploration dans la région immédiate de Buchans, plusieurs petites entreprises, en particulier la Thunderwood Resources et la Newfoundland Mining and Exploration, ayant acheté des terrains et entrepris de vigoureux programmes d'exploration. On est également sur le point d'entreprendre d'importants travaux d'extraction et de concentration au gîte aurifère de Pine Cove, dans la péninsule Baie Verte; il s'agira de la deuxième mine d'or de la province, après celle de Hope Brook. Les programmes d'exploration souterraine prévus au gîte aurifère de Nugget Pond, dans la péninsule Baie Verte, et au

gisement de Hammerdown, dans la péninsule Springdale, la relance de la prospection de l'or dans la presqu'île Avalon et la poursuite des forages au diamant dans le nord du Labrador laissent également entrevoir des perspectives encourageantes.

Encore une fois cette année, le Programme d'assistance à l'industrie minérale (PAIM), établi aux termes de l'Entente de coopération Canada - Terre-Neuve sur l'exploration minérale, a offert de la formation et des subventions à des prospecteurs locaux; il a aussi aider des particuliers et des sociétés à financer des études de faisabilité, des projets de démonstration et la construction d'infrastructures. Le budget des subventions aux prospecteurs a été porté à 175 000 \$ pour 1994. Les petites sociétés minières locales et les prospecteurs indépendants se taillent progressivement une réputation et parviennent à l'autonomie. Ils forment une importante composante en expansion dans le secteur de l'exploration. Le PAIM s'avère un investissement précieux dans ce secteur, un investissement qui commence à rapporter étant donné que les prospecteurs font des découvertes et s'engagent dans des coentreprises de plus en plus souvent.

Par des initiatives définies dans son plan économique stratégique, la province continuera à partager le coût des travaux d'exploration avancés des petites sociétés minières, jusqu'à concurrence de 80 000 \$ par projet approuvé. Les sociétés pourront recevoir des fonds pour plus d'un projet, jusqu'à concurrence de 160 000 \$. Au total, 500 000 \$ ont été affectés à ce programme pour l'exercice en cours.

Le budget provincial de 1993-1994 prévoit des modifications au régime fiscal qui visent à favoriser l'investissement. L'impôt provincial sur les sociétés sera maintenant déductible des impôts miniers payables pendant les dix premières années d'exploitation d'une mine. Le plan d'amortissement permettra désormais l'amortissement accéléré. Entre temps, la provision pour traitement sera modifiée. Elle s'établit actuellement à 8 % des immobilisations de traitement, jusqu'à concurrence de 65 % du bénéfice net; elle sera désormais égale au plus élevé des montants suivants : 8 % des immobilisations de traitement ou 15 % du revenu imposable, jusqu'à concurrence de 65 % du bénéfice net. Le taux général d'imposition du revenu des sociétés a également été réduit de 16 à 14 %. La loi établissant ces modifications fiscales sera adoptée en 1994.

STATISTIQUES SUR L'EXPLORATION À TERRE-NEUVE ET AU LABRADOR

	1988	1989	1990	1991	1992	1993**	1994**
(dollars)							
Dépenses annuelles d'exploration	41 155 481	36 252 686	23 275 000	12 000 000	11 141 000	8 700 000	12 491 000
Jalonnement de claims							
Claims jalonnés	26 606	17 571	10 421	7 411	5 118	6 955	5 000
Claims en règle	69 677	65 223	45 427	33 297	24 002	22 910	20 000
Dépenses sur le terrain							
MC-MP	17 559 585	10 970 673	10 339 710	7 385 312	5 875 962	4 034 910	n.d.
Or	18 698 498	14 895 933	7 344 583	1 701 298	1 329 545	1 708 576	n.d.
Autres	457 370	1 364 328	1 520 051	550 502	1 192 898	1 696 325	n.d.
(mètres)							
Forage au diamant							
Production/mise en valeur	17 449	16 355	8 884	6 850	819	16 982	n.d.
Exploration	<u>217 382</u>	<u>106 497</u>	<u>84 462</u>	<u>37 077</u>	<u>21 054</u>	<u>29 528</u>	<u>n.d.</u>
Total	234 831	122 852	93 346	43 927	21 873	46 510	45 000

MC : métaux communs; MP : métaux précieux.

** : données provisoires; * : prévisions. n.d. : données non disponibles;

4.3 Nouvelle-Écosse

Les dépenses d'exploration minière sont demeurées très faibles par rapport aux années antérieures : à peine 1,5 million de dollars en 1993, comparativement à 4,5 millions en 1991 et à 3,3 millions en 1992. On prévoit une légère augmentation en 1994, avec des dépenses de l'ordre de 2 millions de dollars.

Au total, 10 196 claims nouveaux et renouvelés ont été jalonnés en 1993, contre 18 777 en 1991 et 11 965 en 1992. Les données provisoires indiquent que 7680 claims nouveaux et renouvelés ont été jalonnés dans la première moitié de 1994, alors que seulement 4793 l'avaient été au cours de la même période en 1993.

Les forages au diamant ont considérablement diminué, passant de 11 504 mètres en 1991 et de 12 710 mètres en 1992 à seulement 6385 mètres en 1993. Une légère augmentation est prévue pour 1994.

Le plomb et le zinc ont encore été les principales cibles de la prospection minière en 1994; depuis trois ou quatre ans, les travaux d'exploration dont ils font l'objet soutiennent tant bien que mal une industrie qui a été profondément touchée par le déclin rapide de la prospection de l'or amorcé en 1989. En ce qui concerne le métal jaune, l'exploration a montré des signes de reprise en 1993, les travaux ayant été

concentrés dans la région de North Brookfield, comté de Queens, et dans la région de Port Dufferin, comté de Halifax. De façon générale, les travaux d'exploration en Nouvelle-Écosse sont partagés également entre les grandes et petites sociétés minières; on note par ailleurs une augmentation de l'activité des prospecteurs.

Encore cette année, l'industrie minière a bénéficié d'une aide financière directe sous le régime de l'Entente Canada - Nouvelle-Écosse sur l'exploitation minière.

Le Programme de stimulation de l'investissement minier, financé par le gouvernement fédéral et échelonné de 1992 à 1995, vient en aide aux sociétés et aux particuliers. À partir d'un budget de 600 000 \$, il paie 50 % des coûts des projets approuvés, jusqu'à concurrence de 50 000 \$.

Le Programme d'aide aux prospecteurs de la Nouvelle-Écosse est un nouveau programme également financé par le gouvernement fédéral et administré par le ministère provincial des Ressources naturelles sous le régime de l'Entente sur l'exploitation minière. Il offre une aide financière directe aux prospecteurs et aux sociétés d'exploration admissibles. Échelonné de 1993 à 1996 et doté d'un budget de 567 000 \$, il verse des subventions en espèces jusqu'à concurrence de 5 000 \$ par projet approuvé.

STATISTIQUES SUR L'EXPLORATION MINIÈRE EN NOUVELLE-ÉCOSSE, DE 1989 À 1994

	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Dépenses d'exploration (\$ (coûts des travaux sur le terrain et frais généraux; exploration générale et à la mine)	21 436 000	11 025 000	4 532 000	3 258 000	^{dpr} 1 500 000	^{pr} 2 000 000
Claims jalonnés (nouveaux et renouvelés; fermetures et prospection d'uranium non comprises)	25 623	21 190	18 777	11 965	10 196	7680 (30 juin)
Forage au diamant (mètres)	20 948	15 246	11 504	12 710	6385	^{pr} 7000

^{dpr} données provisoires; ^{pr} prévisions

4.4 Nouveau-Brunswick

Les résultats provisoires d'une enquête sur les dépenses d'exploration réalisée par le ministère des Ressources naturelles et de l'Énergie du Nouveau-Brunswick en collaboration avec le ministère fédéral des Ressources naturelles mettent en évidence une augmentation des dépenses en 1993. Selon une enquête réalisée en mars 1994, environ 17,1 millions de dollars ont été consacrés à des travaux d'exploration au Nouveau-Brunswick, ce qui représente une augmentation de 40 % par rapport à 1992.

Statistiques sur l'exploration minière au Nouveau-Brunswick

	1992	1993	1994 ^{PR}
Dépenses d'exploration (générale et à la mine) en millions de dollars ¹	12,0	17,1 ²	17,0
Claims enregistrés	3 444	2 351	
Claims en règle	28 555	22 500	

¹ Dollars courants. ² Résultats provisoires.

^{PR} : prévisions.

Comme par les années passées, les travaux d'exploration ont été concentrés à l'intérieur et dans le voisinage du camp Bathurst, dans le nord du Nouveau-Brunswick, ainsi que dans les régions d'Annidale, de Shannon et de Mount Pleasant, dans le sud de la province. La plupart des travaux d'exploration avaient pour cibles des gisements de métaux communs et ont été exécutés sur des gisements connus (Half Mile Lake, Key Anacon, Murray Brook Resources) et autour des gisements n^{os} 6 et 12 de la Brunswick Mining and Smelting Corporation.

Dans le sud du Nouveau-Brunswick, on s'est intéressé surtout à l'or, mais aussi, dans une certaine mesure, aux métaux communs, à l'étain et aux métaux du groupe platine (palladium).

Dans le cadre du Programme de stimulation de l'exploration minière, qui apporte une aide financière aux sociétés d'exploration et aux prospecteurs, on a approuvé en 1993 la remise de 26 subventions totalisant 19 000 \$.

Si les indicateurs des dépenses d'exploration marquent une amélioration par rapport à 1992, on ne saurait en dire autant des statistiques sur les concessions minières. On constate en effet une diminution du nombre de claims enregistrés et en règle en 1993; ils sont en baisse de 32 et 21 % respectivement par rapport à l'année précédente.

4.5 Québec

Dépenses d'exploration au Québec

Selon les données provisoires pour l'année 1993, les dépenses d'exploration ont atteint 125,1 millions de dollars dans l'ensemble du Québec, une hausse de 23 % par rapport à 1992 (101,5 millions de dollars). Les dépenses des petites compagnies ont aussi progressé, passant de 23 millions de dollars en 1992 à 28 millions de dollars en 1993. Les dépenses d'exploration «hors chantier» ont augmenté de 20 %, passant de 84 millions de dollars en 1992 à 100 millions de dollars en 1993, tandis que celles «au chantier» ont crû de 39 %, passant de 18 millions de dollars en 1992 à 25 millions de dollars en 1993.

Ce regain d'activités s'explique par la hausse du prix de l'or depuis le début de l'année 1993, l'engouement pour la prospection du diamant, l'impact de la bonification des mesures fiscales annoncées en 1992 et l'intérêt accru des investisseurs envers les titres de ressources.

L'enquête menée à l'automne de 1993 sur les intentions d'investissement des entreprises minières laisse entrevoir une reprise des activités d'exploration au cours de 1994. Ainsi, on prévoit qu'environ 133,0 millions de dollars seront affectés à l'exploration minière au Québec en 1994, dont 114,4 «hors chantier» et 18,5 «au chantier».

FINANCEMENT PAR ACTIONS ACCRÉDITIVES ET DÉPENSES D'EXPLORATION AU QUÉBEC (millions de dollars)

	1990	1991	1992	1993 ^{dpr}	1994
Actions accréditatives	44,4	9,4	13,6	27,2	n.d.
Dépenses d'exploration	206,3	144,4	101,5	125,1	133,0 ¹
Hors chantier	167,5	124,2	83,6	100,3	114,4 ¹
Au chantier	38,8	20,2	17,9	24,8	18,5 ¹

Source: Service de la statistique et de l'économie minière du ministère des Ressources naturelles du Québec.

^{dpr} Données provisoires; n.d.: données non disponibles.

¹ Données estimées à partir de l'enquête réalisée à l'automne 1993.

Financement par actions accréditatives

Selon les données provisoires, le financement par actions accréditatives a suivi un mouvement à la hausse en 1993 pour se situer à 27,2 millions de dollars, soit le double du montant recueilli en 1992. Il s'agit de la deuxième hausse annuelle consécutive, après les résultats décevants enregistrés en 1991, année au cours de laquelle les souscriptions ont été les plus faibles (en dollars constants) depuis la création du régime en 1980.

Ces statistiques témoignent d'une relance du financement accreditif. En 1993, pour la première fois depuis longtemps, la demande des investisseurs a été excédentaire. De plus, on note, depuis 1992, une augmentation du montant total et moyen des fonds obtenus et du nombre d'émissions.

En 1994, le financement des entreprises minières et, en particulier, le financement accreditif devraient maintenir leur progression. D'abord, la croissance économique plus forte devrait soutenir le marché boursier et ainsi faciliter le financement externe des entreprises. En second lieu, l'augmentation générale de la disponibilité des capitaux devrait élargir la clientèle cible des actions accreditives à mesure que les investisseurs en réaliseront les avantages sur le plan fiscal. Rappelons que le 12 mai 1994, le ministre des Finances du Québec a annoncé la prolongation des incitatifs fiscaux à l'égard des actions accreditives pour l'année d'imposition 1996.

Autres statistiques sur l'exploration

Le nombre de mètres forés par les entrepreneurs en forage au diamant et le nombre de claims enregistrés sont deux autres indicateurs utiles des activités d'exploration. L'un et l'autre étaient en hausse en 1993 et au premier trimestre de 1994, ce qui signale une reprise de l'exploration au Québec.

En 1993, le forage au diamant a atteint 741 045 mètres selon les données provisoires, comparativement à 675 941 en 1992, soit une hausse de 9,6 %. Pour le premier trimestre de 1994, ce nombre s'élève à 346 352 mètres, une augmentation de 55,8 % par rapport à la même période l'an passé.

En 1993, le nombre de claims enregistrés s'est élevé à 25 887 comparativement à 13 253 en 1992. Il s'agit d'une hausse de 95 %. À la fin du premier trimestre de 1994, 3869 claims avaient été inscrits, une augmentation de 14 % par rapport à la même période en 1993.

Mesures fiscales pour le financement par actions accreditives

Depuis 1992, le gouvernement du Québec a sensiblement bonifié le régime de financement par actions accreditives. D'abord, dans le budget du 14 mai 1992, deux nouvelles mesures fiscales ont été annoncées.

- a) Afin de modifier la répartition des avantages fiscaux en faveur des dépenses d'exploration plus risquées, on a réduit la déduction additionnelle pour les frais d'exploration engagés au Québec pour la faire passer de 33 1/3 à 25 %, et la déduction supplémentaire pour les frais d'exploration de surface est passée quant à elle, de 33 1/3 à 50 %; la déduction totale pour les frais d'exploration de surface est donc désormais de 175 % au lieu de 166 2/3 %.

- b) Par la création d'un compte spécial qui incorpore les trois quarts des «frais d'exploration canadiens» (FEC) ou des «frais d'aménagement canadiens» (FAC) engagés au Québec et donnant droit à la déduction additionnelle ou supplémentaire, l'investisseur peut réduire ses gains en capital réputés jusqu'à concurrence du solde de ce compte. Ainsi, la partie du produit de la revente comprise entre zéro et le prix d'acquisition est exemptée.

Lors de son discours du budget du 20 mai 1993, le ministre des Finances du Québec a annoncé que les incitatifs fiscaux à l'égard des actions accréditatives sont prolongés pour deux autres années (1994 et 1995). Le 12 mai 1994, le ministre des Finances a annoncé que ces mesures fiscales allaient demeurer en vigueur pour une autre année, soit jusqu'en 1996. Les travaux d'exploration doivent être engagés au Québec avant le 1^{er} janvier 1997 pour donner droit à ces avantages fiscaux, sous réserve de la période de 60 jours prévue par la législation fiscale.

En dépit de l'abolition de l'exonération cumulative des gains en capital de 100 000 \$, mesure visant à harmoniser les régimes fiscaux québécois et fédéral, le compte spécial des dépenses d'exploration mentionné précédemment continuera à s'appliquer.

L'impact de ces avantages fiscaux pour l'investisseur est important. L'investisseur qui achète des actions accréditatives, dont le produit est destiné à l'exploration de surface au Québec, est admissible à une déduction fiscale égale à 175 % du coût initial au provincial et à 100 % au fédéral. Le tableau suivant fournit quelques exemples de réduction d'impôt pour divers niveaux de revenu imposable. On constate que les deux ordres de gouvernement assument jusqu'à 73 % du coût des dépenses d'exploration engagées au Québec et financées au moyen d'actions accréditatives, soit 46 % par le Québec et 27 % par le fédéral. Le coût net après impôt d'un placement de 1000 \$ est de 273 \$ au taux maximum d'imposition.

Autres mesures de soutien à l'exploration minière

D'autres mesures récentes ont été proposées afin de stimuler l'exploration minière au Québec. Parmi celles-ci, mentionnons le Programme de soutien à l'exploration minière administré par la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM). Ce programme est prolongé de deux autres années (1994-1995 et 1995-1996) avec une enveloppe annuelle de deux millions de dollars. SOQUEM y a investi plus de 10 millions de dollars au cours des trois dernières années.

Le ministre des Finances a aussi annoncé dans son budget du 12 mai 1994 la mise en place du Programme d'exploration minière du Moyen-Nord. Le ministère des Ressources naturelles du Québec (MRN) mettra sur pied ce programme visant à favoriser l'exploration minière des régions situées dans le Moyen-Nord québécois (le sud de la baie James, le nord de Matagami et Chibougamau, etc). Ce programme mettra l'accent sur les travaux de recherche géoscientifique (la détermination de futurs sites d'exploration) et permettra le remboursement d'une partie des dépenses d'exploration minière engagées par les entreprises. Le MRN disposera d'un budget de un million de dollars en 1994-1995, de trois millions de dollars en 1995-1996, de cinq millions de dollars en 1996-1997 et de six millions de dollars par année par la suite.

**IMPACT DES AVANTAGES FISCAUX¹ SUR UN INVESTISSEMENT
DE 1000 \$ EN ACTIONS
ACCREDITIVES DESTINÉ À L'EXPLORATION
DE SURFACE² AU QUÉBEC³**

Revenu imposable	Taux marginaux d'imposition combinés	Économie d'impôt provincial (A)	Économie d'impôt fédéral (B)	Économie totale (A+B)	Coût net de l'investissement [1000 \$ - (A+B)]	Seuil de rentabilité après impôt ⁴
40 000 \$	46,2 %	414 \$	225 \$	639 \$	361 \$	434 \$
50 000 \$	48,9 %	462 \$	225 \$	687 \$	313 \$	377 \$
60 000 \$ et +	52,9 %	462 \$	265 \$	727 \$	273 \$	340 \$

¹ L'action accréditive reliée à l'exploration de surface donne droit à une déduction de 175 % au provincial et de 100 % au fédéral. ² Les titres émis sont souvent constitués d'actions accréditives et d'actions ordinaires qui sont regroupées en unités. Dans ce cas, la déduction fiscale sera fonction de la proportion d'actions accréditives contenues dans chaque unité. ³ Le tableau reflète les dispositions fiscales applicables pour l'année civile 1994 à un contribuable qui est un particulier résidant au Québec et qui n'est pas assujéti à l'impôt minimal de remplacement. Les taux d'impôt provincial tiennent compte des modifications annoncées au budget de mai 1994. De même, les taux d'impôt fédéral incorporent les surtaxes, le cas échéant. Aucuns frais d'émission ne sont considérés. ⁴ Les seuils de rentabilité sont établis en fonction des dispositions fiscales prévalant à l'égard du gain en capital et de l'exemption qui y est prévue au Québec, soit l'existence du compte spécial qui permet d'exempter d'impôt le gain en capital réputé.

Source : Service de la statistique et de l'économie minérale du ministère des Ressources naturelles du Québec.

4.6 Ontario

Dépenses d'exploration minière et perspectives régionales du financement par actions accréditives

En 1994, les dépenses totales d'exploration et de mise en valeur devraient atteindre 316 millions de dollars. Il s'agit d'une hausse de 26 % par rapport aux 251 millions estimés en 1993 (donnée provisoire) et d'une hausse de 1 % par rapport aux 314 millions en 1992. Ces dépenses avaient un sommet de 756 millions de dollars en 1988.

On prévoit que les dépenses d'exploration hors chantier et au chantier (générale et à la mine) atteindront 99 millions de dollars en 1994, contre 78 millions en 1993 (donnée provisoire) et 77 millions en 1992. Les dépenses de mise en valeur à la mine devraient s'élever à 217 millions de dollars en 1994, comparativement à 173 millions en 1993 (donnée provisoire) et à 236 millions en 1992. Ces chiffres comprennent les coûts des travaux sur le terrain et les frais généraux.

Le nombre de claims ou de portions de claims actifs en Ontario à la fin de décembre 1993 s'établissait à 140 162, en hausse de 4 % par rapport aux 134 592 dénombrés en décembre 1992. Le nombre de claims en règle est considéré comme un bon indicateur de l'activité d'exploration de l'année précédente. Un sommet avait été atteint en 1988, avec plus de 171 000 claims en règle.

Les prévisions des dépenses totales d'exploration des grandes sociétés minières en 1994 sont en hausse de 23 % (donnée provisoire) par rapport à 1993. La part des grandes entreprises dans les prévisions de dépenses hors chantier et au chantier qui s'établit à 99,2 millions de dollars est d'environ 80 % en 1994 contre 83 % (donnée provisoire) en 1993 et 81 % en 1992. La part des petites sociétés est donc de 20 % en 1994, comparativement à 17 % (donnée provisoire) en 1993 et à 19 % en 1992.

C'est dans le nord-est ontarien que l'activité d'exploration demeure la plus fébrile. En 1992, 73 % des dépenses d'exploration et de mise en valeur ont été engagées dans cette région, comparativement à 75 % en 1991. Cette région était d'ailleurs le théâtre de 13 des 21 projets avancés d'exploration et de mise en valeur en cours dans la province en 1993. Les cinq projets parvenus à l'étape de l'exploitation en 1993 (c'est-à-dire qui avaient fait l'objet d'une décision officielle de mise en production) s'y trouvaient.

En 1992, 51 % des dépenses d'exploration générale et à la mine ont été consacrées à la recherche de métaux communs, et 43 %, à la recherche de métaux précieux, dont principalement l'or. Ceci est en contraste avec l'année 1991 alors que 42 % des dépenses étaient consacrées aux métaux communs contre 57 %, aux métaux précieux.

En 1992, 47 % des dépenses de mise en valeur à la mine ont été affectées aux métaux précieux contre 41 %, aux métaux communs. En 1991, ces proportions avaient été de 40 % et 54 % respectivement.

En 1993, 10 des 16 projets d'exploration avancée en Ontario visaient l'or. Trois des cinq mines parvenues à l'étape de l'exploitation étaient des mines de nickel-cuivre situées dans la région de Sudbury. Deux mines d'or situées dans la région de Timmins avaient également accédé au stade de l'exploitation en 1993, à savoir la «Super Pib» et la mine Paymaster de Placer Dome.

Programmes d'encouragement à l'exploration minière

Deux programmes, à savoir le Programme ontarien d'encouragement à l'exploration minière (POEEM) et le Programme d'aide aux prospecteurs de l'Ontario (PAPO), versent une aide financière à des personnes et sociétés qualifiées exerçant des activités d'exploration et de mise en valeur en Ontario. Les travaux admissibles d'exploration avancée et de mise en valeur des minéraux industriels dans le nord de l'Ontario sont financés par le Programme de mise en valeur et de diversification des ressources de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario (SGFPNO). En 1994, cet organisme participera également au financement des travaux admissibles de forage de délimitation en surface, par son programme des projets spéciaux.

En 1993, après trois ans de bonification, le budget du POEEM et du PAPO a été ramené à son niveau initial de cinq millions de dollars. Pour 1994, on prévoit affecter deux millions au PAPO et trois millions au POEEM.

L'aide financière accordée à des projets d'exploration primaire en Ontario est limitée à 100 000 \$ par projet et 200 000 \$ par demandeur par année civile. L'aide maximale consentie aux travaux d'exploration avancée et aux travaux préalables à la mise en valeur des minéraux industriels dans le sud de l'Ontario est de 300 000 \$ par demandeur par année civile. En ce qui concerne les projets désignés, la subvention est limitée à 300 000 \$ par demandeur par année civile.

Le PAPO accorde à des particuliers qualifiés des subventions égales à 100 % des frais admissibles approuvés, jusqu'à concurrence de 10 000 \$ par année.

En tout, 240 personnes ont reçu des subventions du PAPO en 1993-1994. En 1993, un montant total de 1,9 million de dollars a été réparti entre 23 projets dans le cadre du POEEM.

En 1994, 215 personnes ont été admises à recevoir des subventions du PAPO, et 56 projets, des subventions du POEEM.

Pour compenser la réduction des subventions du POEEM, la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario (SGFPNO) a modifié les critères d'admissibilité à son programme de manière à pouvoir financer des travaux plus avancés. Ainsi, des programmes d'exploration avancée dans le nord de l'Ontario seront admissibles à une subvention non renouvelable pouvant atteindre 30 % des coûts admissibles, jusqu'à concurrence de 300 000 \$ par projet. Les investissements, les travaux en installation pilote, les activités de marketing et l'échantillonnage de minéraux industriels dans le nord de l'Ontario sont admissibles à une contribution non remboursable pouvant atteindre 75 % du coût approuvé du projet, jusqu'à concurrence de 75 000 \$. La SGFPNO finance également des travaux de forage de délimitation, mais à titre d'essai pour un an. Elle accorde également des prêts non renouvelables, remboursables au moment de la mise en production du gisement, qui couvre 30 % des coûts approuvés des forages de délimitation en surface, jusqu'à concurrence de 300 000 \$.

En 1993, 8 projets d'exploration avancée ont été admis à recevoir une aide financière de la SGFPNO, ce qui pourrait représenter des déboursés de 2,1 millions de dollars.

Traitement fiscal des actions accréditatives

Le gouvernement de l'Ontario a adopté récemment une loi qui prévoit un allègement de l'impôt sur le capital pour les sociétés minières ayant recours au financement accréditif. Bien que cet allègement fiscal soit rétroactif à 1985 dans le cas des dépenses d'exploration auxquelles les entreprises auront renoncé au profit des particuliers, les entreprises évaluées selon les anciennes règles aux fins de l'impôt sur le capital de l'Ontario doivent demander une réévaluation.

Il est trop tôt pour déterminer si les modifications au régime de l'impôt sur le capital de l'Ontario ont accru l'utilisation du financement accréditif par les petites mines situées en Ontario ou par les petites sociétés ayant accès à des zones intéressantes dans cette province.

4.7 Manitoba

Selon les estimations, les dépenses d'exploration devraient se situer en 1993 à 33 millions de dollars, comparativement à 32 millions en 1992. Cette augmentation de l'activité d'exploration dans la province est le résultat du Programme de stimulation de l'industrie minière que le gouvernement a lancé. Le forage au diamant de surface exécuté en 1993 est estimé à 120 724 mètres contre 131 000 mètres en 1992. La superficie totale des claims enregistrés au Manitoba en 1993 a été de 486 148 hectares contre 140 379 hectares en 1992. La superficie totale couverte par les claims, les permis et les concessions en règle en 1993 a atteint 3 032 548 hectares, comparativement à 2 694 952 hectares à la fin de 1992.

Au début de 1994, il s'est produit une augmentation considérable de la superficie des terres acquises dans le sud-est du Manitoba et dans le nord du bouclier précambrien aux fins du forage au diamant. Plus de 6000 demandes de claims miniers, couvrant une superficie d'environ 1,5 million d'hectares, ont été traitées au cours de la première moitié de 1994. On prévoit qu'il s'effectuera plus de travaux d'exploration en 1994 qu'en 1993.

La hausse des prix de l'or en 1993 a suscité un regain d'intérêt pour le métal jaune au Manitoba. Des travaux d'exploration ont eu lieu dans les ceintures de Flin Flon-Snow Lake, de Lynn Lake et de Rice Lake, et une nouvelle mine d'or a été ouverte près de Lynn Lake. On songe actuellement à rouvrir deux anciennes mines d'or, l'une à Snow Lake et l'autre à Bissett. Les métaux communs ont néanmoins conservé leur domination sur la scène de l'exploration : des gisements de cuivre-zinc dans la ceinture de roche verte de Flin Flon-Snow Lake et, dans une moindre mesure, dans la région de Lynn Lake, et des gisements de nickel le long de la ceinture de Thompson et dans son prolongement méridional recouvert de roches paléozoïques.

Programme de stimulation de l'industrie minière

Ce programme encourage les petites sociétés à effectuer de nouveaux travaux d'exploration au Manitoba. Les investisseurs admissibles bénéficient d'une subvention de 25 %. On invite des entreprises privées inscrites comme sociétés de placements en exploration minière au Manitoba à se porter acquéreur d'actions accréditives à diffusion publique ou restreinte.

Un budget de subventions de 12,5 millions de dollars (10 millions pour les minéraux et 2,5 millions pour le pétrole) a été affecté au programme.

Vingt-et-un projets d'exploration minérale et quatre projets d'exploration pétrolière et gazière ont été approuvés à ce jour; ils représentent des dépenses d'exploration totales de 14 077 607 \$. Les travaux d'exploration déjà réalisés représentent des dépenses de 1 467 776 \$, et 279 675 \$ de subventions ont été versées à des sociétés de placements en exploration minière au Manitoba.

Exonération temporaire de la taxe minière

À compter du 1^{er} janvier 1993, les exploitants miniers qualifiés sont exemptés de la taxe minière jusqu'à ce que leurs bénéficiaires assujettis à la taxe minière soient égaux à leur mise de fonds dans un nouveau projet minier. Au terme de la période d'exonération fiscale, les exploitants héritent de la fraction non amortie de leur actif comptable.

Déduction de 150 % des dépenses d'exploration

Depuis le 1^{er} janvier 1992, les sociétés minières qui augmentent de façon importante leurs travaux d'exploration au Manitoba ont droit à une nouvelle déduction, qui équivaut à 150 % de la partie des dépenses d'exploration d'une année donnée qui dépasse la moyenne des dépenses des trois années précédentes.

Programme d'assistance aux prospecteurs

Lancé en août 1992, le Programme d'assistance aux prospecteurs rembourse 50 % des dépenses de prospection engagées par les prospecteurs qualifiés ayant le statut de travailleurs autonomes, jusqu'à concurrence de 7500 \$ par année. En date du 31 mars 1994, on a approuvé 56 projets qui représentent des dépenses totales de 600 000 \$. Les travaux de prospection réalisés à ce jour représentent des dépenses de 352 000 \$, et des chèques de remboursement de 175 816 \$ ont été remis aux prospecteurs.

Stratégie de développement durable dans le secteur des minéraux

L'industrie minière est préoccupée par un certain nombre de questions, notamment l'accès aux terres, les autorisations environnementales, le droit de maintien dans les lieux et la nécessité d'intensifier les travaux d'exploration minière. Un document a été publié, qui décrit comment la politique des autorisations sera appliquée.

Politique relative à l'utilisation des terres

Le gouvernement du Manitoba vient d'approuver une nouvelle politique d'utilisation des terres. Cette politique stimule l'investissement dans l'industrie minière en renforçant la garantie de maintien dans les lieux et favorise le développement durable en soumettant les travaux d'exploration et de mise en valeur à des normes environnementales rigoureuses en plus d'exiger la remise en état des terrains après l'épuisement des gisements.

4.8 Saskatchewan

Selon l'enquête à laquelle procèdent chaque année les géologues résidents de la Saskatchewan, on estime à 36 millions de dollars les sommes qui seront dépensées en 1994, comparativement à 24 millions en 1993. Ces chiffres ne tiennent pas compte des essais d'extraction d'or et d'uranium, qui représentent des dépenses supplémentaires de 54 et de 63 millions au cours de ces deux années. Le net mouvement à la baisse des activités d'exploration qui s'était amorcé en 1988 s'est inversé en raison d'un regain d'intérêt pour le diamant; aucun mouvement, par ailleurs, du côté de l'uranium, de l'or et des métaux communs (voir le tableau).

Les claims en règle à la fin de 1993 étaient au nombre de 6542 (4,4 millions d'hectares), comparativement à 3164 (2,3 millions d'hectares) en 1992. Il s'est enregistré 3692 claims représentant une superficie totale de 2 257 219 hectares; c'est une augmentation de 105 % par rapport à l'année financière précédente.

La Saskatchewan demeure le centre de production et d'exploration en ce qui concerne l'uranium au Canada, bien qu'aucune des dix entreprises qui exercent encore des activités d'exploration primaire n'ait fait de découvertes importantes en 1993. On compte actuellement six projets majeurs à différents stades.

En réponse aux recommandations formulées par la Commission conjointe fédérale-provinciale d'examen des projets d'exploitation de mines d'uranium dans le nord de la Saskatchewan dans son rapport concernant les projets de Midwest, de Dominique-Janine et de McClean Lake, la province et le gouvernement fédéral ont approuvé le projet de Dominique-Janine (à Cluff Lake) et celui de McClean Lake (mais sans différer le projet de cinq ans comme le proposait la Commission), et ont souscrit à la recommandation de la Commission de ne pas donner le feu vert au projet

de Midwest dans sa forme actuelle. La Commission doit encore statuer sur le cas de la mine de Cigar Lake où les essais miniers sont terminés. Un énoncé des incidences environnementales est en préparation. À la rivière McArthur, on procède actuellement à des travaux d'exploration souterraine qui ont pour but d'établir les réserves exploitables et la faisabilité de l'extraction. Une commission d'évaluation environnementale du gouvernement fédéral a recommandé l'approbation de la mine d'Eagle Point en novembre 1993 (elle avait déjà été approuvée par le gouvernement provincial en 1988). Cette approbation a été confirmée par la ministre au début de 1994, mais on attend que d'autres études environnementales aient été exécutées avant de prendre une décision sur la mise en valeur des zones Collins Bay A et D. À Eagle Point, des travaux de forage souterrain, des essais d'abattage et des travaux de traitement du minerai ont été entrepris en 1993. Cette mine fournira du minerai aux concentrateurs de Rabbit Lake, après que le stock provenant de la zone Collins Bay B aura été traité, en 1994.

Les mines de Key Lake, de Rabbit Lake et de Cluff Lake ont produit 8,5 millions de kilogrammes (kg) de U_3O_8 en 1993, soit un peu plus qu'en 1992. Seule la mine de Key Lake a produit à plein régime; les deux autres ont produit seulement à la moitié de leur capacité. Les ventes se sont chiffrées à 7,5 millions de kg de U_3O_8 , évalués à 375 millions de dollars.

À peine une demi-douzaine d'entreprises font encore de la prospection d'or, alors qu'on en comptait plus d'une soixantaine en 1988; l'exploration primaire est tombée à son plus bas niveau en dix ans. Les travaux se poursuivent dans la ceinture aurifère de La Ronge, où deux mines d'essai sont en préproduction.

Claude Resources a continué d'exploiter avec succès la seule mine d'or en production en Saskatchewan, la mine Seabee; cette entreprise a ainsi augmenté les réserves d'or, qui représentaient à la fin de l'année environ 18 mois d'approvisionnement. La production de 1993 a été d'environ 57 000 onces. Au lac Contact, une coentreprise formée par les sociétés Cameco et Explorations et Mines Uranerz Limitée a exécuté des essais miniers pour vérifier la continuité et la teneur de la zone Bakos. On a décidé en 1994 de mettre cette mine en production, et on prévoit de mettre en service une usine de concentration de 750 tonnes par jour au début de 1995. La compagnie Waddy Lake Resources a également entrepris des essais miniers souterrains dans la zone Komis, en espérant qu'elle produise sur une base commerciale en 1994. Les résultats de ces essais n'ont pas encore été annoncés.

L'activité dans le domaine de la recherche de métaux communs est demeurée faible. Cependant, on a délaissé les couches subphanérozoïques à l'ouest de Flin Flon pour se concentrer plutôt dans le domaine de Wollaston, où Explorations Noranda Limitée a lancé une nouvelle offensive pour découvrir des gisements de cuivre et de plomb-zinc logés dans des formations sédimentaires.

Le forage au diamant est le seul secteur où l'on a pu observer une augmentation de l'activité en 1993. À la fin de l'année, les concessions couvraient une superficie de 2,5 millions d'hectares, soit quatre fois plus qu'en 1992, la majeure partie se situant entre les 53° et 56° degrés de latitude, dans les régions de Fort-à-la-Corne, des collines Pasquia et de l'arche de Molonosa, ainsi que dans les régions des lacs Sturgeon, Smoothstone et Wapawekka. L'exploration a consisté surtout en des travaux au sol visant à étudier de plus près des anomalies magnétiques concentrées détectées au cours des levés aériens et des forages exécutés par le gouvernement et l'industrie.

Le prélèvement d'échantillons par forage s'est poursuivi à la propriété de Fort-à-la-Corne des compagnies Cameco, Uranerz et Monopros, qui a produit des macrodiamants ayant jusqu'à un carat. Soixante-dix cibles de kimberlite mesurant entre 1 et 74 hectares ont été relevées à cet endroit depuis le début des travaux d'exploration en 1988, et 25 kimberlites ont été confirmées par des forages. Les gisements sont recouverts de plus de 100 mètres de sédiments glaciaires. La majeure partie de la propriété diamantifère appartient à Rhonda Mining et à ses 14 partenaires, qui se partagent plus de un million d'hectares. Dans la région de Fort-à-la-Corne, la coentreprise Rhonda-Aaron Oil a rapporté en novembre 1993 la découverte de diamants jaunes dans des kimberlites volcaniques au moyen de forages exécutés dans les régions de Snowden et de Foxford. La société Consolidated Pine Channel Gold a exécuté des programmes d'exploration en coentreprise, principalement dans la région de Molonosa Arch (ayant acquis un terrain auquel on attribue un bon potentiel dans le dossier public 92-2 du ministère de l'Énergie et des Mines de la Saskatchewan; le rapport de M.R. Gent faisait suite à des travaux qui s'inscrivaient dans le cadre de l'Entente fédérale-provinciale sur l'exploitation minérale). Dans la région de Candle Lake, 75 km au nord-ouest de Prince Albert, War Eagle Mining et son partenaire de coentreprise Great Western Gold ont rapporté récemment la découverte de trois pipes de kimberlite distinctes à la mine de Candle Lake. Elles auraient récupéré des diamants dont la taille varie de 0,3 à 0,6 mm. Le diamant fait aussi l'objet de travaux de prospection dans le centre-sud de la Saskatchewan, où des minéraux indicateurs kimberlitiques sont répandus, ainsi que dans le sud-ouest de la Saskatchewan.

L'attention dont le diamant a été l'objet en 1993 va sans doute produire plus de travaux d'exploration qu'il s'en est fait depuis la découverte des premières kimberlites de Sturgeon Lake en 1988. En outre, ces travaux pourraient déboucher sur la découverte de kimberlites suffisamment riches pour justifier une exploitation commerciale.

DÉPENSES D'EXPLORATION - ENQUÊTE DU GÉOLOGUE RÉSIDENT

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994e
Métaux précieux	29	42	20	11	5	6	2	3
Métaux communs	3	6	7	7	6	4	2	3
Uranium	18	20	21	12	10	8	7	11
Autres	—	—	2	2	2	3	11	19

Total	50	68	50	32	24	22	24	36
-------	----	----	----	----	----	----	----	----

e : estimation

Autres : activités liées aux minéraux industriels; surtout prospection du diamant

4.9 Alberta

En mars 1993, est entré en vigueur le nouveau règlement sur les minéraux métalliques et industriels de l'Alberta, qui améliore et rend plus facile d'utilisation le régime d'acquisition des droits d'exploration minérale sur les terres de la Couronne.

L'adoption de ce nouveau règlement, conjuguée à un regain d'intérêt pour le diamant à la grandeur du Canada, a fait que le nombre de permis d'exploration a atteint un niveau record. Ainsi, à la fin de mai 1994, on comptait 3952 permis couvrant 34 millions d'hectares, contre 1392 permis couvrant 11,5 millions d'hectares en mars 1993, et à peine 212 permis couvrant 1,1 million d'hectares avant que le règlement ne soit modifié. Ces permis représentent des obligations de travail de 170 millions de dollars au cours des deux premières années.

L'activité d'exploration a repris dans la province, en raison du regain d'intérêt pour les minéraux métalliques et le diamant. En 1993, les dépenses ont atteint 6,8 millions de dollars, contre 5,4 millions en 1992, pour une hausse de 25 %. On s'attend à ce qu'elles augmentent encore de 25 % en 1994.

La prospection du diamant a surtout consisté en travaux de reconnaissance, avec des levés géophysiques aériens et des prélèvements d'échantillons sédimentaires. L'activité a été concentrée dans la région de la rivière Milk, dans le sud de l'Alberta, dans la partie des contreforts située dans le centre-ouest de l'Alberta et à l'ouest d'Edmonton. Les rapports d'évaluation n'ont pas encore été déposés, mais on rapporte que des minéraux indicateurs de diamant auraient été découverts.

À la fin de 1993, il s'est produit une ruée vers la région de Fort McKay dans le nord-est de l'Alberta. Les compagnies Focal Resources de Calgary et Tintina Mines de Toronto ont rapporté, chacun de son côté, des teneurs appréciables en or, en argent et en métaux du groupe du platine.

Du côté du charbon, l'exploration s'est maintenue par rapport à 1992, le nombre de trous forés étant légèrement réduit mais le métrage étant plus élevé. En 1993, les compagnies ont foré 678 trous (profondeur cumulative de 88 000 mètres), comparativement à 702 trous (68 700 mètres) en 1992.

Les émissions d'actions accréditives à la bourse de l'Alberta en 1993 ont atteint 57,1 millions de dollars, ce qui constitue une hausse de 308 % par rapport aux 14 millions d'actions émises en 1992. À la fin de mai 1994, on avait émis depuis le début de l'année pour 30,2 millions de dollars d'actions accréditives, comparativement à 5,9 millions à la même période en 1993. Cette augmentation considérable est attribuable à la force des marchés boursiers et aux modifications apportées à la Loi de l'impôt sur le revenu par le gouvernement fédéral en décembre 1992, qui facilitent le recours aux actions accréditives. Bien que le financement par actions accréditives ait surtout servi à l'exploration pétrolière jusqu'à maintenant, il faut s'attendre à ce que les prospecteurs de minéraux y aient davantage recours.

4.10 Colombie-Britannique

Vue d'ensemble de l'exploration

Dans l'ensemble, l'exploration a accusé un léger recul en Colombie-Britannique en 1993, et les programmes ont été concentrés dans les régions de la province qui renferment des ressources minérales connues et qui présentent un bon potentiel de mise en valeur. Dans toute la province, on a aussi réalisé plusieurs nouveaux programmes régionaux à petit budget.

Les estimations préliminaires établies d'après les enquêtes fédérales et provinciales indiquent que 68 millions de dollars ont été consacrés à des programmes d'exploration en 1993, comparativement à 72 millions en 1992. On constate une diminution du nombre de claims jalonnés, qui est passé de 31 160 en 1992 à 24 816 en 1993. Plusieurs claims ont été jalonnés sur d'anciennes propriétés où l'on avait exécuté suffisamment de travaux pour se faire une idée de leur potentiel.

Faits saillants sur les projets en 1993

En 1993, les travaux d'exploration ont été concentrés dans les régions de la province qui renferment des ressources connues. On a poursuivi plusieurs projets avancés qui laissent entrevoir des possibilités de mise en valeur intéressantes. La compagnie Homestake Resources a réalisé un programme d'exploration à l'échelle des propriétés

et à l'échelle régionale, au coût d'un million de dollars; elle a testé de nombreuses zones minéralisées et précisé la stratigraphie à la mine d'Eskay Creek, pour laquelle un certificat de mise en valeur a été délivré en avril 1994. Dans le cadre de son programme d'exploration de 10 millions de dollars, la compagnie Lac Minerals a découvert deux nouvelles zones (JW et 141) à sa propriété de Red Mountain, dans le camp minier Stewart. Les ressources géologiques ont été révisées à la hausse, et une nouvelle estimation des ressources en or devrait être produite d'ici la fin de 1994 à l'appui d'une étude de faisabilité.

La compagnie Redfern Resources a investi près de 3 millions de dollars dans ses projets de Tulsequah Chief et de Big Bull, en 1993. À Tulsequah Chief, un programme d'exploration souterraine a confirmé les estimations de tonnage et augmenté les teneurs générales dans une proportion de 5 à 10 %. À Big Bull, on continuera à délimiter les réserves exploitables, et la rentabilité des gisements de Tulsequah Chief pourrait s'en trouver augmentée considérablement. Un programme d'un million de dollars réalisé à la propriété Sulphurets (Bruceside) a confirmé les données sur les structures minéralisées et fourni d'autres renseignements sur les zones ouvertes dans la direction des couches et vers l'aval-pendage. On a fait une estimation quantitative de toutes les zones minéralisées, et on procédera en 1994 à un vaste programme de suivi. Un certificat de mise en valeur a été délivré pour ce projet en avril 1993.

En janvier 1993, la compagnie New Canamin Resources Ltd. a déposé un prospectus pour son projet de cuivre-molybdène de Huckleberry. Les travaux d'exploration effectués en 1993 ont conduit à la découverte d'une autre minéralisation dans la zone est, et un nouveau prospectus devrait être déposé en 1994.

Plusieurs nouveaux programmes régionaux à petit budget ont également eu lieu dans toute la province. On s'est intéressé notamment aux gisements exhalatifs sédimentaires dans le sud-est et le nord-est de la Colombie-Britannique, au diamant dans les Rocheuses, aux gîtes aurifères du plateau intérieur dans le centre-sud de la Colombie-Britannique, aux gisements porphyriques dans la région du lac Babine de même qu'aux filons épithermaux de métaux précieux et aux gisements de transition autour de Stewart, dans le nord-ouest.

D'autres travaux d'exploration ont eu lieu à plusieurs endroits, à l'intérieur ou à proximité des sites miniers actuels. On a poursuivi en 1993 les forages souterrains sur le filon Twin à la mine Snip, et on s'affaire actuellement à renouveler les réserves de minerai et à augmenter les réserves prouvées et probables aux dépens des ressources inférées. Les forages de délimitation se sont poursuivis dans la région de Battle-Gap à la mine de Myra Falls de Westmin Resources, malgré un conflit de travail qui a considérablement ralenti les activités minières depuis avril 1993. La mine devrait connaître une exploitation normale à partir de septembre 1994 si les résultats d'une décision arbitrale le permettent.

Le programme d'exploration de la compagnie Wheaton River Minerals, qui consiste à creuser des tranchées et à pratiquer des forages complémentaires à la mine Golden Bear, a permis de circonscrire deux «nouvelles» zones : la zone Kodiak, qui s'étend dans la direction des couches au nord du site minier, et la zone Grizzly, sous-jacente à la zone Bear Main. Des travaux complémentaires ont permis d'entrevoir une opération de lixiviation en tas qui s'échelonne sur cinq ans aux gisements. Un plan de production révisé a été annoncé en juin 1994. Ce plan permettrait de maintenir les taux de production actuels pendant cinq ans de plus.

Plusieurs houillères ont également fait l'objet de travaux d'exploration au cours de l'année. La compagnie Fording Coal a réalisé un vaste programme d'exploration comportant des forages profonds sur les terrains adjacents à la mine Greenhills dont elle vient de se porter acquéreur. Elle a également établi un nouveau plan d'exploitation pour la mine Greenhills qui prévoit notamment la mise en place d'un équipement à plus grande échelle et la fusion de plusieurs exploitations de petite taille. La compagnie Line Creek Resources a réalisé un vaste programme d'exploration à sa mine de charbon, afin d'établir de nouvelles réserves prouvées. À la propriété Telkwa, la compagnie Manalta Coal a réalisé un programme d'exploration de 700 000 \$ qui s'inscrit dans la foulée des forages et des levés géophysiques effectués en 1992. Une demande d'évaluation a été représentée.

Perspectives pour 1994

Dans l'ensemble, on s'attend à ce que l'activité d'exploration en 1994 soit beaucoup plus forte qu'en 1993. Les enquêtes fédérales et provinciales, dont les résultats ont été compilés en avril 1994, laissent entrevoir une augmentation de 15 % des dépenses d'exploration générale, qui atteindront 78 millions de dollars. Cependant, selon des indications plus récentes, cette augmentation pourrait être encore plus marquée. La flambée récente des prix du cuivre conjuguée à un taux de change plus favorable a amélioré les conditions du marché pour les producteurs de minéraux de la Colombie-Britannique. On s'attend à ce que près de la moitié des fonds que l'on prévoit d'investir dans l'exploration en Colombie-Britannique en 1994 soient dépensés dans le nord-ouest de la province. La compagnie Lac Minerals a dépensé environ 20 millions de dollars uniquement dans sa propriété d'or et d'argent de Red Mountain. Des sommes considérables seront également investies dans des travaux de pré-production et dans la construction d'installations minières à Eskay Creek.

La mine Similco a été rouverte en août par suite, entre autres, du succès des forages d'exploration préliminaire. Similco avait été fermée à la fin de 1993.

Gibraltar Mines Ltd. a annoncé en juillet qu'elle envisageait de reprendre ses activités à la mine de cuivre McLeese Lake en octobre parce que la conjoncture du marché s'est améliorée et qu'elle bénéficie du report de certains coûts grâce à une entente

avec la Commission de protection des emplois. De plus, Gibraltar Mines a conclu une convention d'option en vue de se porter acquéreur de la mine de cuivre-or Mount Polley et elle examine actuellement la possibilité de traiter son minerai aux installations de Gibraltar.

La mine de cuivre Afton de Teck est censée produire à pleine capacité d'ici la fin de septembre en raison du relèvement des prix. La mine avait été fermée à la fin d'août 1991 jusqu'à ce que la situation s'améliore sur le marché.

Outre le fait que les conditions du marché sont plus favorables à l'exploitation minière, le gouvernement de la Colombie-Britannique a annoncé en mars dernier de nouvelles initiatives destinées à encourager l'exploration primaire et avancée tant chez les particuliers que chez les compagnies. Ainsi, le gouvernement a lancé un programme d'aide aux prospecteurs, qui s'échelonne de 1994 à 1997; il vise à relancer l'exploration primaire en donnant aux prospecteurs qualifiés jusqu'à 10 000 \$ aux fins de la recherche de nouveaux gîtes minéraux à l'intérieur ou à l'extérieur des limites des claims miniers actuels. Les prospecteurs reçoivent dans un premier temps 50 % des fonds approuvés, et le reste leur est payé une fois le travail terminé et les résultats déposés. La province a également annoncé un nouveau programme de 13,5 millions de dollars, «Explore B.C.», pour inciter les sociétés minières à exécuter des travaux d'exploration sur des propriétés minières ou sur des sites de mise en valeur dont le potentiel économique est reconnu. Les compagnies reçoivent jusqu'à un tiers du coût total, jusqu'à concurrence de 150 000 \$ par propriété.

4.11 Territoires du Nord-Ouest

Sommaire de la production en 1993

En 1993, les Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.) ont produit :

Pourcentage (%) de la production totale du Canada	Métal
14.6	Zinc
8.5	Or
15.4	Plomb
1.2	Argent

La valeur totale des expéditions de métaux des T.N.-O. a continué de baisser, passant d'un sommet de 935 millions de dollars en 1989 à une somme estimée, selon les données préliminaires, à 389 millions de dollars en 1993. Il s'agit de 4,6 % de la

valeur totale de la production canadienne de minéraux. La production des quatre mines d'or et des deux mines de zinc des T.N.-O. a été presque identique à celle de 1992, mais ni la compression des coûts ni l'augmentation de la production n'ont pu compenser la chute du prix des métaux communs. La valeur annuelle totale de l'or produit dans les T.N.-O. a dépassé celle du zinc pour la première fois depuis 1965.

À la mine Lupin d'Echo Bay Mines Limited, les travaux visant à augmenter de 15 % la capacité du concentrateur se sont terminés en avril, et on a fracassé tous les records de production précédents, en produisant 6,99 tonnes (t) d'or. À la fin de l'année, les réserves prouvées et probables s'établissaient à 28,9 tonnes d'or.

La Miramar Mining Corporation a acheté la mine Con à la NERCO Minerals Company en 1993. En décembre, cette mine a franchi le cap des 5 millions d'onces troy d'or produit. Sa production pour 1993 a été de 3,84 tonnes d'or. À la fin de l'année, les réserves prouvées et probables de cette mine vieille de 56 ans se chiffraient à 37,1 tonnes d'or.

Le long conflit de travail à la mine Giant de Royal Oak Mines Inc. a finalement été réglé, après 18 mois. La production annuelle de cette mine a diminué de 3 % à 2,89 tonnes d'or. À la fin de l'année, les réserves exploitables de cette mine vieille de 46 ans se chiffraient à 26,1 tonnes d'or.

La mine Ptarmigan de Treminco Resources Limited a continué à fonctionner au ralenti en 1993; au milieu de l'année, elle avait produit 235 kg d'or, comparativement à 476 au cours des six premiers mois de 1992. Des forages au diamant ont permis de circonscrire de nouvelles réserves, mais il faudrait pour les exploiter construire des chemins d'accès à partir des ouvrages en place.

Les deux mines de zinc en exploitation dans le Haut-Arctique sont parmi les mines qui coûtent le moins cher à exploiter dans le monde. Dans l'une et l'autre, on a été en mesure de diminuer davantage les coûts d'exploitation en 1993. La mine Polaris de Cominco Limited a rendu 121,5 kt de zinc et 32,2 kt de plomb, ce qui est moins qu'en 1992. Elle est demeurée rentable au cours de l'année, malgré la chute des prix des métaux communs. Les réserves de fin d'année s'établissaient à 1 152 kt de zinc et à 318 kt de plomb. Quant à la mine Nanisivik de Conwest Exploration Company Limited, elle a produit 53,2 kt de zinc, 300 t de plomb et 16,8 t d'argent, une légère hausse par rapport à 1992. Environ 40 % des expéditions de concentré de zinc ont été retenues en prévision d'un raffermissement des prix du zinc en 1994. À la fin de l'année, les réserves de cette mine vieille de 18 ans s'établissaient à 197 kt de zinc, 4,6 kt de plomb et 92,8 t d'argent.

Faits saillants de l'exploration

La ruée vers les propriétés diamantifères s'est poursuivie en 1993. La superficie des claims en 1993 était presque deux fois plus élevée qu'en 1992 et 15 fois plus élevée qu'en 1991. Le 31 décembre 1993, les claims miniers, les concessions minières et les permis de prospection en règle représentaient environ 248 000 km² ou 7,2 % de la superficie totale des T.N.-O.

Selon des chiffres de Ressources naturelles Canada et de Statistique Canada, les T.N.-O. sont passés de la quatrième à la deuxième place parmi les provinces et territoires ayant le plus investi dans l'exploration. Selon des données préliminaires, on estime à 94,6 millions de dollars le montant total des dépenses d'exploration dans les T.N.-O. en 1993. On présume que les dépenses d'exploration n'ont pas beaucoup varié du côté de l'or, des métaux communs, de l'uranium et des autres métaux; cependant, en ce qui concerne le diamant, elles ont sextuplé, pour passer de 10 millions de dollars en 1992 à plus de 60 millions de dollars en 1993.

Plus de 60 cheminées kimberlitiques ont été découvertes ces des deux dernières années dans le centre de la province des Esclaves, dans les T.N.-O. Une forte concentration de travaux d'exploration s'observe dans une zone de claims contigus appartenant à plus de 150 compagnies et mesurant approximativement 300 km sur 400 km.

La coentreprise formée par BHP Minerals Canada Ltd. et la petite société Dia Met Minerals Ltd. est sur le point de passer du stade de l'exploration à celui de la mise en valeur. Jusqu'à maintenant, elle a identifié par forage 26 pipes de kimberlite, échantillonné cinq d'entre elles par forage rotary et commencé le prélèvement d'échantillons en vrac dans trois d'entre elles. Quatre kimberlites diamantifères, baptisées Koala, Fox, Leslie et Panda, présentent un bon potentiel économique. Elles sont rapprochées les unes des autres, ce qui laisse supposer que d'autres pipes pourraient être présentes. L'échantillonnage préliminaire de la pipe Koala, en particulier, indique une teneur de 1,25 carat/t à 31 % de gemmes. On y a prélevé un groupe de 62,11 carats évalué à 112 \$US/carat en moyenne. Avec de tels chiffres, cette pipe se compare favorablement aux mines de diamant gemme que l'on rencontre en Afrique du Sud et au Botswana. Ailleurs sur les terrains du consortium BHP/Dia Met, le forage initial qui a recoupé en 1993 la pipe 93/J a produit plus de diamants que toute autre cheminée kimberlitique au lac de Gras.

La compagnie Kennecott Canada Inc. et la petite société DHK Resources Ltd. procèdent actuellement à des travaux souterrains de prélèvement d'échantillons en vrac dans une kimberlite diamantifère à deux lobes appelée «Tli Kwi Cho» au sud-est du lac de Gras. Les résultats préliminaires sont encourageants.

La compagnie Royal Oak Mines a acheté la mine d'or Colomac à la Neptune Resources Corporation pour une somme de 10 millions de dollars. L'exploitation de ce

gisement à faible teneur, qui avait coûté 200 millions de dollars et produit 4,6 t d'or, avait été interrompue en 1991 en raison de la hausse des coûts d'exploitation. On prévoit que la production reprendra au milieu de 1994 à un rythme annuel de 5 t/an. Les réserves actuelles s'établissent à plus de 32 t d'or.

Au cours d'un programme de forage réalisé en 1992, une minéralisation stratiforme majeure a été découverte par San Andreas Resources Corporation au gisement de plomb-zinc-argent de Prairie Creek. À la fin de l'année, les réserves s'établissaient à 565 kt de zinc, 502 kt de plomb et 780 t d'argent, et il y avait encore des possibilités de les augmenter. Un ancien propriétaire a construit un chantier minier de 64 millions de dollars au point de production. San Andreas compte soumettre le gisement de Prairie Creek à une étude de faisabilité au cours de 1994.

La compagnie Metall Mining Corporation n'a pu se résoudre à mettre en valeur son gisement de métaux communs Izok, invoquant le coût prohibitif des infrastructures et les conditions défavorables du marché du zinc. Les réserves exploitables de ce gisement sont actuellement estimées à 16,5 millions de tonnes à 11,4 % de zinc, 2,2 % de cuivre, 1,1 % de plomb et 60 g/t d'argent. Ce chiffre comprend les réserves souterraines exploitables de la zone Inukshuk, estimées à 1,6 million de tonnes à 6,3 % de zinc et 2,3 % de cuivre. Les stocks de métaux *in situ* au gisement Izok sont de 1 881 kt de zinc, 363 kt de cuivre, 182 kt de plomb et 990 t d'argent. L'exploitation du gisement Izok exigerait la construction d'une route longue de 300 km jusqu'à un port en eau profonde situé sur la côte de l'Arctique, près de Coppermine. De plus, le transport des concentrés de minéraux vers les marchés nécessiterait des navires renforcés pour la navigation dans les glaces.

Ailleurs, des forages au diamant ont été exécutés sur une vaste étendue au gîte aurifère Boston et au gisement d'or (logé dans une formation ferrifère) de Damoti Lake, qui appartiennent respectivement à BHP Minerals Canada Ltd. et Athabaska Gold Resources Ltd.

Des subventions d'une valeur totale de 85 000 \$ ont été accordées à 16 prospecteurs des T.N.-O. au cours de la deuxième année d'un programme de perfectionnement des prospecteurs lancé dans le cadre de l'Entente de développement économique entre le Canada et les T.N.-O.

4.12 Yukon

Résumé de la production en 1993

Pour la première fois depuis plusieurs décennies, il n'y a pas eu d'exploitation minière en roche dure au Yukon en 1993. La production d'or placérien a atteint environ 104 660 onces brutes, en hausse de 5 % par rapport à 1992. Les producteurs d'or

alluvionnaire abandonnent progressivement les rivières du Klondike pour s'installer dans la région de Madson Creek. La néphrite a également été produite en petites quantités à l'intention des marchés du sud et d'outre-mer. Selon des estimations préliminaires de Ressources naturelles Canada, la valeur totale de la production minière en 1993 s'est chiffrée à 117 millions de dollars, ce qui est beaucoup moins que les 468 millions de dollars déclarés en 1992.

Résumé de l'exploration en 1993

Des travaux d'exploration ont été effectués dans environ 41 propriétés au Yukon en 1993. Près de 5000 nouveaux claims ont été jalonnés, soit un peu plus qu'en 1992, et le nombre de claims en règle a diminué légèrement à environ 40 000. Selon des renseignements compilés par la Division des services d'exploration et de géologie du MAINC, les dépenses totales d'exploration ont atteint environ 20 millions de dollars en 1993, une hausse marquée par rapport aux 10 millions de dollars de 1992.

Le gisement porphyrique de cuivre-or-molybdène Casino, propriété de Pacific Sentinel Gold Corp., a fait l'objet du plus vaste programme d'exploration à avoir été réalisé au Canada en 1993, près de 13 millions de dollars y ayant été consacrés. Pacific Sentinel a foré au diamant 126 trous qui représentent une profondeur totale de 50 000 mètres. Elle rapporte des réserves de 558 millions de tonnes à 1,43 milliard de kilogrammes de cuivre, 184,79 millions de grammes d'or et 140 millions de kilogrammes de molybdène logés dans les zones de lessivage, de minéralisation supergène et de minéralisation hypogène. On a inclus dans ce calcul un gisement à haute teneur exploitable à ciel ouvert qui renferme 90 millions de tonnes à 0,4 % de Cu, 0,05 % de Mo et 0,48 g/t de Au.

Les compagnies Western Copper Holdings et Thermal Exploration ont poursuivi la mise en valeur du gisement oxydé de cuivre-or de Williams Creek. On a découvert dans cette propriété 13 zones, dont huit ont été forées. La zone Main, la plus vaste, renferme des réserves exploitables à ciel ouvert de 11,34 millions de tonnes à 1,15 % de Cu et 0,52 g/t de Au. En 1993, des forages ont été pratiqués dans onze trous sur une profondeur totale de 3781 mètres.

Les travaux d'excavation et de forage exécutés dans la propriété de Brewery Creek de Loki Gold Corporation ont permis de circonscrire un vaste gisement d'or oxydé à faible teneur dont les réserves sont estimées à 15,4 millions de tonnes à 1,89 g/t de Au. Ces réserves comprennent 10,8 millions de tonnes de minerai oxydé qui pourraient se prêter à une opération de lixiviation en tas et qui présentent une teneur de 1,99 g/t de Au. Les réserves sont réparties entre onze zones sur une distance de plus de 12 km dans la direction des couches. Environ 8000 mètres de forages à percussion, répartis entre 151 trous, ont été exécutés en 1993.

Les compagnies Mitsui Kinzoku Resources of Canada Ltd. et Total Energold Corp. ont poursuivi l'exploration du gisement de plomb-zinc logé dans des shales de Clear Lake. Ce gisement contient environ 30 millions de tonnes de sulfures massifs, dont 5,53 millions de tonnes à 11,34 % du Zn, 1,99 % de Pb et 40,8 g/t de Ag. Dans le cadre du programme d'exploration de 1993, on a testé des anomalies gravimétriques et magnétiques coïncidentes à la périphérie de la zone minéralisée connue. En tout, 1456 mètres de trous ont été forés.

La compagnie Minto Explorations Ltd. a acquis les droits d'exploitation sur le gisement de cuivre-or Minto, qui renferme des réserves géologiques de 8 millions de tonnes à 1,75 % de Cu avec des quantités importantes d'or et d'argent. On y a délimité des réserves exploitables de 5,5 millions de tonnes à 2,21 % de Cu, 10,0 g/t d'argent et 0,65 g/t d'or. Les travaux exécutés en 1993 ont consisté en levés radiométriques aériens et en forages au diamant (984 mètres) pour des études complémentaires et métallurgiques.

La compagnie Ivanhoe Goldfields a évalué plusieurs propriétés dans les régions de Dublin Gulch et de Haggart Creek, afin d'en déterminer les ressources potentielles en or de type Fort Knox. En 1993, elle a foré en circulation inverse 10 trous totalisant 2078 mètres de profondeur, creusé 250 mètres de tranchées, exécuté 2,5 kilomètres de levés électromagnétiques Genie et réalisé un programme d'échantillonnage de sols. Elle a aussi exécuté des levés géologiques et des travaux environnementaux de base.

La compagnie Cash Resources a exploré le gisement de charbon de Division Mountain, qui renferme, selon les résultats des forages, des réserves de 11,2 millions de tonnes exploitables à ciel ouvert et en souterrain. Des analyses indirectes et des études pétrologiques et géochimiques montrent que le filon-couche Cairnes (le plus grand) est, selon le système ASTM, un charbon bitumineux B à haute teneur en matières volatiles, avec un pouvoir calorifique d'environ 7500 kcal/kg (13 500 Btu/lb). Le programme d'exploration réalisé en 1993 a comporté des levés détaillés autour de l'indice principal, des travaux d'excavation à la main et 1826 mètres de forages au diamant répartis entre 16 trous.

Parmi les autres projets de forage réalisés en 1993, mentionnons celui de Kennecott Canada Inc. dans la propriété Lone Star (3100 mètres de forages à percussion), celui de Yukon Revenue Mines dans la propriété Aurex (2169 mètres de forages par percussion répartis entre 128 trous) et celui de Mountain Province Mining Incorporated dans la propriété de Ketz River (1533 mètres de forages au diamant).

Prévisions pour 1994

Selon une enquête menée par la Chambre des mines du Yukon en juin 1994, environ 30 millions de dollars devraient être consacrés à l'exploration à l'été 1994, ce qui représente une hausse de plus de 30 % par rapport à 1993. United Keno Hill Mines

dépensera quelque 7 millions de dollars pour des forages ainsi que de la prospection géochimique et géophysique afin d'accroître les réserves aux mines Silver King, Bellekeno et Husky SW. Pacific Sentinel Gold Corp. engagera environ 5 millions de dollars dans des forages au diamant à la mine de porphyre cuprifère-molybdène-or Casino. Loki Gold Corp. met actuellement en valeur la propriété Brewery Creek et elle investira près de 4,3 millions de dollars dans la réfection de la route, l'exploration et la construction du remblai de lixiviation. Cominco Ltd. devrait dépenser quelque 3 millions de dollars sur plusieurs propriétés au Yukon. Environ 2 millions de dollars seront consacrés à des forages au diamant dans les montagnes Wernecke par Westmin Resources, Newmont Mining Corp., Pamicon Developments et Equity Engineering.

Les sociétés suivantes exécuteront, elles aussi, des travaux au Yukon au cours de 1994: BYG Natural Resources, sur la propriété Mt. Nansen; Minto Explorations, sur la propriété Minto; Kennecott Canada, au Klondike et sur le Scheelite Dome; Inco, sur la propriété Hart River; Wheaton River, sur les propriétés Ketz River et Grew Creek; Pacific Comox, sur la propriété Tay-LP; et Redell Mining Corp., sur la propriété Laforma.

PARTIE C. ANALYSE RÉTROSPECTIVE DES TRAVAUX D'EXPLORATION MINIÈRE AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES

5.1 Introduction

La présente partie brosse un tableau de diverses facettes des travaux d'exploration minière qui ont eu lieu au cours des dernières années. Elle indique la répartition des dépenses d'exploration par région, par produit de base et par catégorie de sociétés. De plus, elle livre des données préliminaires et des prévisions concernant les niveaux des travaux d'exploration de 1993 et 1994. Les données s'appliquant à ces deux années ont été recueillies entre décembre 1993 et mars 1994.

5.2 Dépenses d'exploration par région

Les tableaux 3a, 3b et 4 ont été établis à partir des résultats de l'enquête fédérale-provinciale sur les sociétés d'exploration et d'exploitation minières.

Le tableau 3a illustre, en dollars courants, les dépenses d'exploration minière au Canada par province entre 1985 et 1994. Le tableau 3b donne les mêmes résultats, mais en dollars constants de 1993. Les chiffres se rapportant aux «travaux sur le terrain» ne comprennent pas les frais généraux. Le tableau 4 montre la répartition relative de ces mêmes données en pourcentage.

Au cours des dernières années, les régions les plus explorées ont été l'Ontario et le Québec. En 1988, ces deux provinces se partageaient 58 % des dépenses totales engagées au Canada. En 1988 et 1989, les dépenses en Ontario ont dépassé pour la première fois depuis 1977 celles du Québec. En 1990, les dépenses d'exploration en Colombie-Britannique ont dépassé celles du Québec pour la première fois depuis 1981, l'Ontario se classant au troisième rang.

Les dépenses d'exploration ont accusé une forte régression en 1991 et 1992, pour atteindre leur plus bas niveau depuis 1967. En 1991, le Québec a dominé à nouveau au chapitre des dépenses d'exploration, suivi de près par la Colombie-Britannique. En 1992, les dépenses d'exploration ont diminué dans toutes les provinces et tous les territoires, sauf au Manitoba et dans les Territoires du Nord-Ouest. C'est encore au Québec, puis dans l'ordre en Ontario et en Colombie-Britannique, qu'elles ont été les plus fortes. Les travaux d'exploration ont diminué de 47 % en Colombie-Britannique.

On s'attend à une remontée des dépenses d'exploration en 1993 et 1994. En 1993, la ruée vers le diamant leur a imprimé un mouvement à la hausse, surtout dans les Territoires du Nord-Ouest et en Saskatchewan (voir la Section 5.4). Selon les données préliminaires, les dépenses étaient en hausse dans la plupart des régions explorées en 1993, à l'exception de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Ecosse, du Manitoba et de la Colombie-Britannique. Le Québec, une fois de plus, devrait se classer au premier rang

TABLEAU 3A. DÉPENSES D'EXPLORATION MINIÈRE AU CANADA, PAR PROVINCE, 1985-1994

Province	Travaux sur le terrain seulement				Exploration totale (1)			1992	1993e	1994p
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991			
	(Millions de dollars)									
Terre - Neuve	11,9	12,3	27,7	37,7	36,2	23,3	12,1	11,1	8,5	12,5
Nouvelle - Écosse	7,8	17,2	41,6	46,7	21,4	11,0	4,5	3,3	1,0	2,9
Nouveau - Brunswick	12,1	10,8	9,1	13,8	13,6	16,5	15,8	12,2	17,2	17,0
Québec	135,2	241,4	415,5	328,2	185,0	196,4	138,1	94,1	120,7	127,0
Ontario	93,2	136,8	308,1	343,6	217,8	152,6	109,7	77,4	77,6	99,2
Manitoba	33,7	26,3	40,0	30,0	37,0	41,2	29,7	32,0	25,4	30,8
Saskatchewan	39,4	36,8	63,5	61,1	63,3	42,2	31,5	25,9	45,3	54,0
Alberta	14,7	3,0	2,5	4,3	6,2	10,7	6,6	5,4	6,8	9,2
Colombie - Britannique	73,0	63,1	142,6	196,8	186,6	226,5	135,7	71,6	68,0	78,3
Yukon	22,7	27,9	29,0	38,6	15,1	18,4	16,5	9,7	18,1	15,7
Territoires du Nord-Ouest	46,8	35,8	59,0	66,5	45,7	36,0	31,6	42,7	94,6	90,4
Total des travaux sur le terrain (sauf frais généraux)	490,5	611,4	1138,6	1167,3	703,5	660,3	439,2	323,5	nd	nd
Total de l'exploration (1) (y compris les frais généraux)	605,8	723,3	1300,0	1350,0	827,9	774,7	531,8	385,3	483,0	536,9

Source : Enquête fédérale-provinciale auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minière.

(1)"Exploration totale" comprend les frais généraux connexes; pour les années 1985 à 1988, les totaux avec frais généraux ont été obtenus en multipliant les dépenses sur le terrain de l'enquête fédérale-provinciale par le rapport total/dépenses sur le terrain de Statistique Canada.

e estimation préliminaire ; p prévision; nd non disponible.

Les totaux peuvent ne pas être exacts en raison de l'arrondissement.

TABLEAU 3B. DÉPENSES D'EXPLORATION MINIÈRE AU CANADA, PAR PROVINCE, 1985-1994

Province	Travaux sur le terrain seulement					Exploration totale (1)				
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993e	1994p
	(Millions de dollars de 1993)									
Terre - Neuve	15,1	15,2	32,8	42,6	39,1	24,3	12,3	11,2	8,5	12,5
Nouvelle - Écosse	9,9	21,3	49,2	52,8	23,1	11,5	4,6	3,3	1,0	2,9
Nouveau - Brunswick	15,3	13,4	10,8	15,6	14,7	17,2	16,1	12,3	17,2	17,0
Québec	171,4	299,1	491,7	370,8	199,6	205,2	140,8	94,9	120,7	127,0
Ontario	118,1	169,5	364,6	388,2	235,0	159,5	111,8	78,1	77,6	99,2
Manitoba	42,7	32,6	47,3	33,9	39,9	43,1	30,3	32,2	25,4	30,8
Saskatchewan	49,9	45,6	75,1	69,0	68,3	44,1	32,1	26,1	45,3	54,0
Alberta	18,6	3,7	3,0	4,9	6,7	11,2	6,7	5,4	6,8	9,2
Colombie - Britannique	92,5	78,2	168,8	222,4	201,3	236,7	138,3	72,2	68,0	78,3
Yukon	28,8	34,6	34,3	43,6	16,3	19,2	16,8	9,7	18,1	15,7
Territoires du Nord-Ouest	59,3	44,4	69,8	75,1	49,3	37,6	32,2	43,1	94,6	90,4
Total des travaux sur le terrain (sauf frais généraux)	621,7	757,6	1347,5	1319,0	758,9	690,0	447,7	326,1	nd	nd
Total de l'exploration (1) (y compris les frais généraux)	767,8	896,3	1538,5	1525,4	893,1	809,5	542,1	388,4	483,0	536,9

Source : Enquête fédérale-provinciale auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minière.

(1) "Exploration totale" comprend les frais généraux connexes; pour les années 1985 à 1988, les totaux avec frais généraux ont été obtenus en multipliant les dépenses sur le terrain de l'enquête fédérale-provinciale par le rapport total/dépenses sur le terrain de Statistique Canada.

e estimation préliminaire ; p prévision; nd non disponible.

Les totaux peuvent ne pas être exacts en raison de l'arrondissement.

Déflateur du PIB (1993=100)	0,789	0,807	0,845	0,885	0,927	0,957	0,981	0,992	1,000	1,000
-----------------------------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

TABLEAU 4. DÉPENSES D'EXPLORATION MINIÈRE AU CANADA, PAR PROVINCE, 1985-1994

Province	Travaux sur le terrain seulement				Exploration totale					
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993e	1994p
	(Pourcentage)									
Terre - Neuve	2,4	2,0	2,4	3,2	4,4	3,0	2,3	2,9	1,8	2,3
Nouvelle - Écosse	1,6	2,8	3,7	4,0	2,6	1,4	0,8	0,8	0,2	0,5
Nouveau - Brunswick	2,5	1,8	0,8	1,2	1,6	2,1	3,0	3,2	3,6	3,2
Québec	27,6	39,5	36,5	28,1	22,3	25,4	26,0	24,4	25,0	23,7
Ontario	19,0	22,4	27,1	29,4	26,3	19,7	20,6	20,1	16,1	18,5
Manitoba	6,9	4,3	3,5	2,6	4,5	5,3	5,6	8,3	5,3	5,7
Saskatchewan	8,0	6,0	5,6	5,2	7,6	5,4	5,9	6,7	9,4	10,1
Alberta	3,0	0,5	0,2	0,4	0,7	1,4	1,2	1,4	1,4	1,7
Colombie - Britannique	14,9	10,3	12,5	16,9	22,5	29,2	25,5	18,6	14,1	14,6
Yukon	4,6	4,6	2,5	3,3	1,8	2,4	3,1	2,5	3,7	2,9
Territoires du Nord-Ouest	9,5	5,9	5,2	5,7	5,5	4,6	5,9	11,1	19,6	16,8
Total pour le pays	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

25

Source : Enquête fédérale-provinciale auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minière.

e estimation préliminaire ; p prévision.

Nota : de 1985 à 1988, les pourcentages sont calculés d'après les travaux sur le terrain seulement; de 1989 à 1994, ils le sont d'après les dépenses totales, qui comprennent les frais généraux connexes.

Les totaux peuvent ne pas être exacts en raison de l'arrondissement.

à ce chapitre, pendant que les Territoires du Nord-Ouest, grâce à la ruée vers les diamants, devanceront probablement l'Ontario au deuxième rang. Si les prévisions pour 1994 se réalisent, les dépenses totales d'exploration au Canada augmenteront de 39 % par rapport au maigre résultat de 385 millions de dollars obtenu en 1992.

La fièvre du diamant, qui a gagné plusieurs provinces en plus des Territoires du Nord-Ouest, a entraîné, encore une fois cette année, une véritable ruée sur les permis d'exploration; 27 millions d'hectares ont été jalonnées, soit un peu moins qu'en 1992, où l'on avait atteint un record de tous les temps de 33 millions d'hectares. Les plus vastes régions jalonnées sont situées dans les Territoires du Nord-Ouest et en Alberta, mais d'importantes superficies ont également été jalonnées en Saskatchewan et dans diverses autres provinces.

5.3 Dépenses d'exploration par catégorie de sociétés

La figure 8a illustre les dépenses d'exploration de 1985 à 1992 (les données définitives concernant les sommes investies dans des travaux sur le terrain en 1993 et 1994 ne sont pas disponibles) par catégorie de sociétés. Les dépenses totales d'exploration (travaux sur le terrain et frais généraux) pour les années 1992, 1993 (chiffres préliminaires) et 1994 (intentions) sont montrées à la figure 8b. On n'a pas ces données pour les années 1985 à 1988.

Entre 1985 et 1992, les travaux d'exploration non pétrolière ont chuté, en dollars constants, de plus de 90 % chez les sociétés pétrolières, et de plus de 48 % chez les sociétés étrangères. En 1977, les sociétés pétrolières se partageaient près de 24 % de l'exploration non pétrolière. En 1992, leur part n'était plus que de 2 %. Les sociétés étrangères assuraient plus de 18 % de ces travaux en 1973 et 1979; leur part n'est plus aujourd'hui que de 9 %.

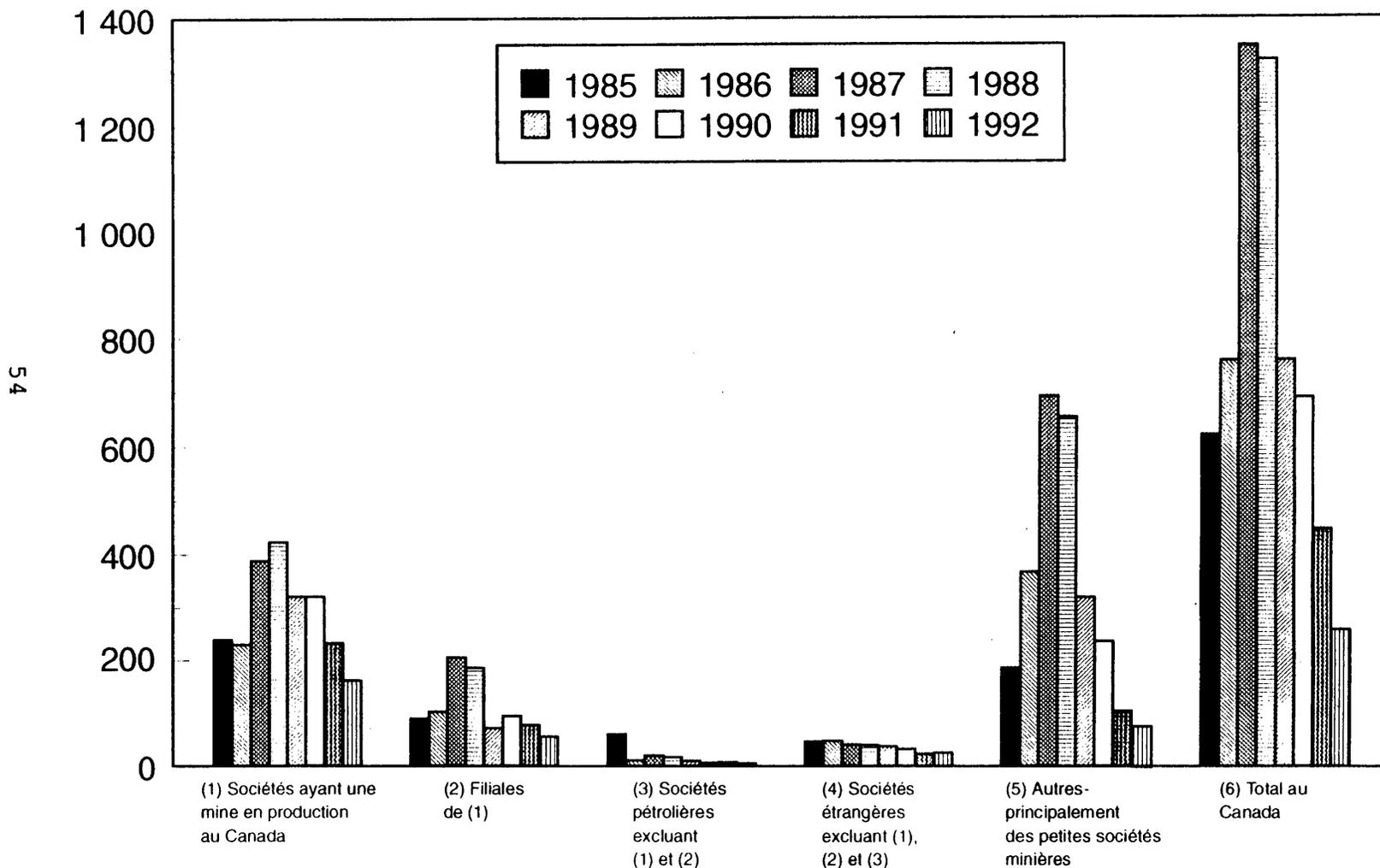
Les travaux d'exploration des sociétés productrices et de leurs sociétés affiliées ont culminé en 1987-1988 et décliné depuis. En réalité, cependant, la diminution n'est peut-être pas aussi importante qu'elle le paraît, si l'on tient compte des investissements considérables que les petites sociétés ont faits de 1986 à 1988 dans des projets de coentreprise dont la maîtrise d'oeuvre est assurée par les grandes sociétés. Or, les dépenses de cette nature sont déclarées par les exploitants des projets (la plupart du temps des grandes sociétés). Contrairement à ce que l'on avait prévu en 1992, les dépenses des grandes sociétés devraient augmenter de 12 % en 1993 et demeurer stables en 1994.

Les dépenses d'exploration des petites sociétés ont suivi la même courbe que celles des grandes sociétés (figure 9) : depuis le sommet atteint en 1987-1988, elles ont régressé jusqu'en 1992 mais elles devraient augmenter en 1993 et 1994. En dépit de leur diminution, depuis 1987-1988, elles demeurent beaucoup plus élevées qu'elles ne l'ont été pendant la majeure partie des années 70 (figure 10).

Figure 8a

DÉPENSES D'EXPLORATION SUR LE TERRAIN PAR CATÉGORIE DE SOCIÉTÉS - 1985 À 1992

Millions de dollars de 1993

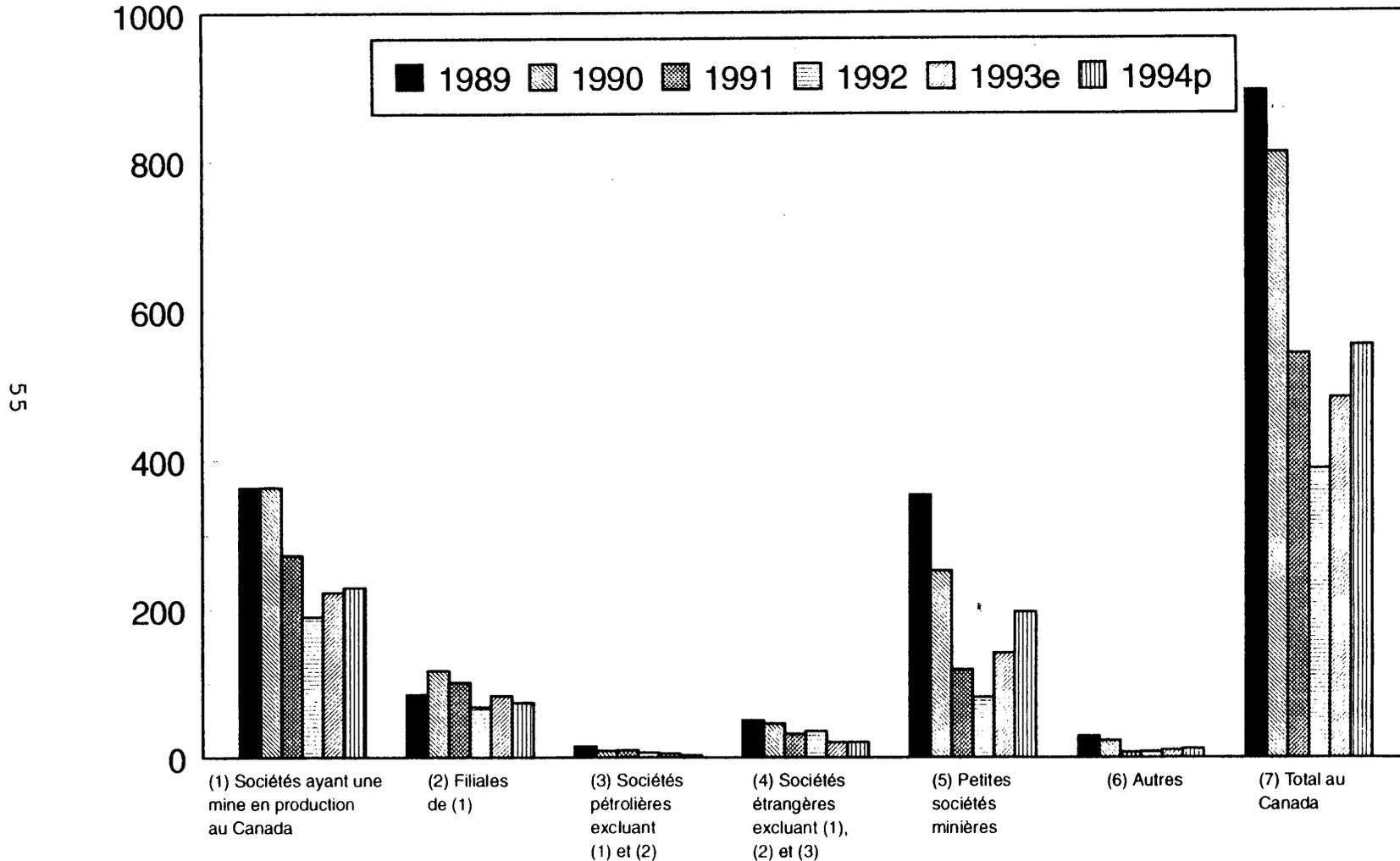


Source: Compilation de RNCan d'après l'enquête fédérale-provinciale auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minière.
 Nota: Les dépenses ne comprennent pas les frais généraux.

Figure 8b

DÉPENSES D'EXPLORATION PAR CATÉGORIE DE SOCIÉTÉS 1989 À 1994

Millions de dollars de 1993



Source: Compilation de RNCan d'après l'enquête fédérale-provinciale auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minière. e estimation préliminaire; p prévision.

Nota: Les dépenses comprennent les frais généraux.

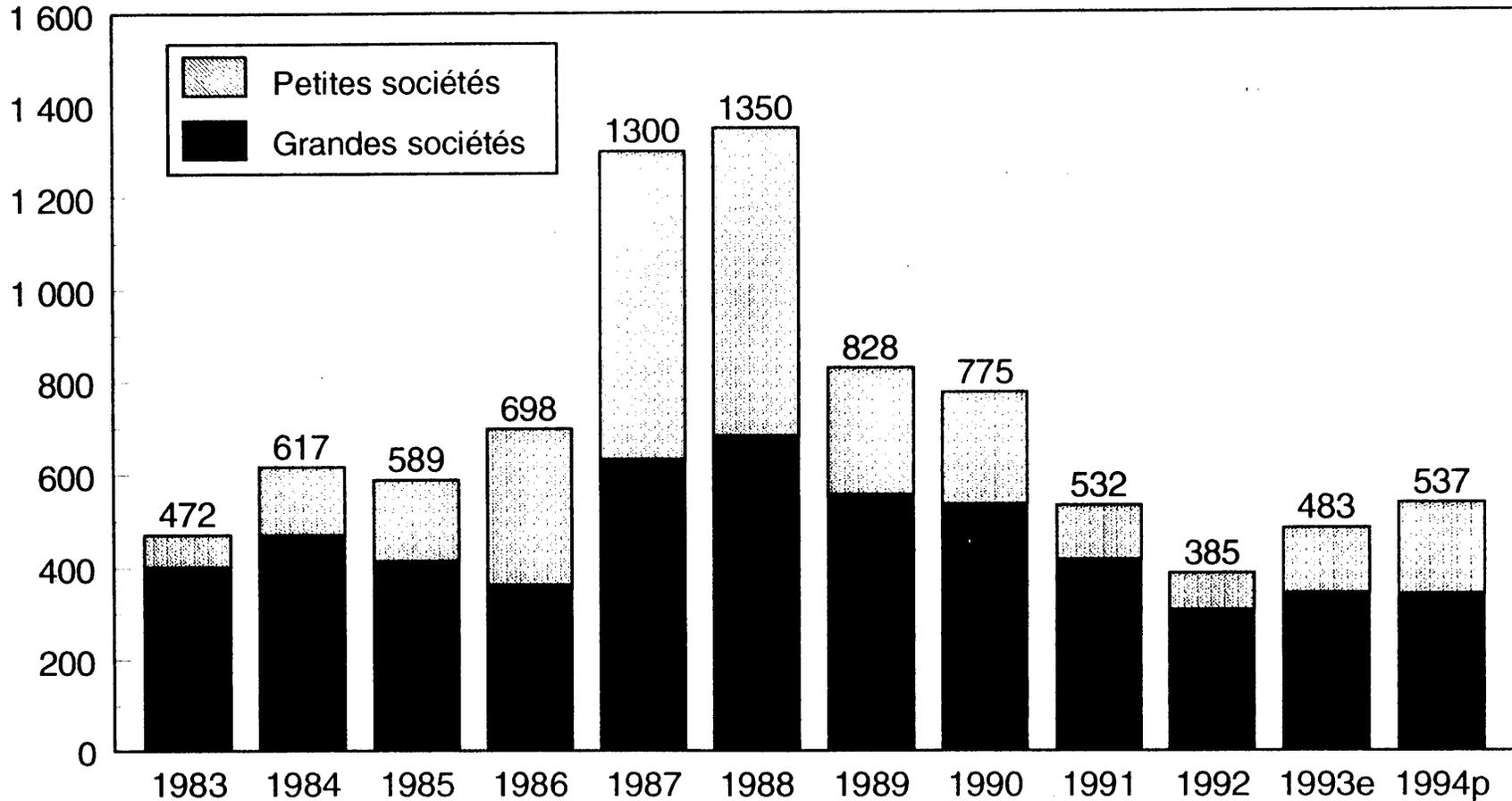
Figure 9

RÉPARTITION DES DÉPENSES D'EXPLORATION ENTRE LES PETITES ET LES GRANDES SOCIÉTÉS

1983 À 1994

Millions de dollars

56



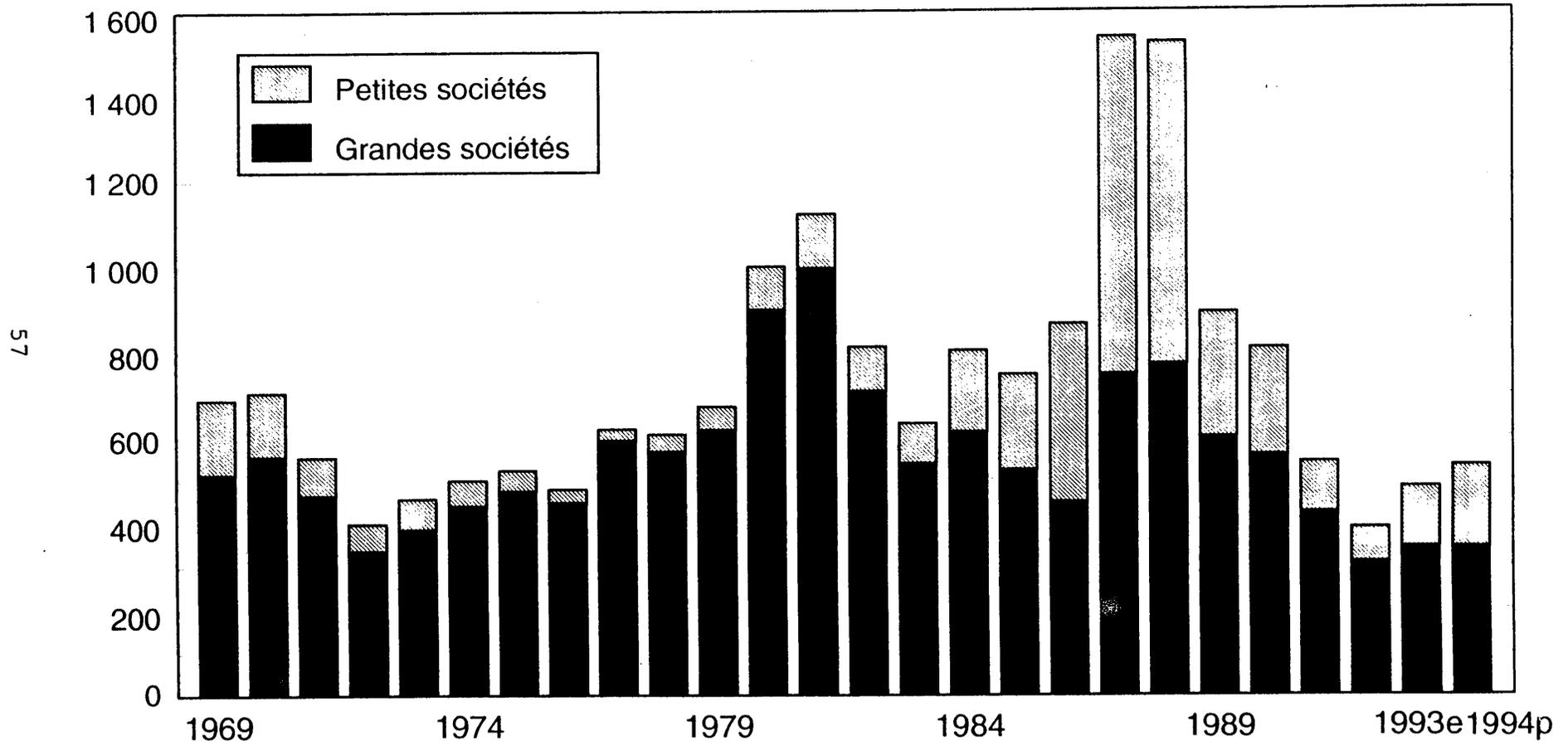
Source: Compilation de RNCan d'après l'enquête fédérale-provinciale auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minière.
e estimation préliminaire; p prévision.

Nota : Les dépenses comprennent les frais généraux.

Figure 10

RÉPARTITION DES DÉPENSES D'EXPLORATION ENTRE LES PETITES ET LES GRANDES SOCIÉTÉS 1969 À 1994

Millions de dollars de 1993



Les dépenses totales d'exploration pour la période allant de 1975 à 1981 sont gonflées de quelque 17 % en moyenne par rapport aux années antérieures et subséquentes à cause d'une méthodologie différente utilisée par Statistique Canada pour ces années.

Source : Secteur minier, RNCan et l'enquête fédérale-provinciale auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minière.
e estimation préliminaire; p prévision.

Nota : Les dépenses comprennent les frais généraux.

Les dépenses d'exploration des petites sociétés se sont multipliées par un facteur de huit entre 1983 et 1987, passant d'environ 96 millions de dollars à près de 800 millions (en dollars constants de 1993). En 1983, ces sociétés se partageaient environ 15 % des dépenses totales d'exploration au Canada; en 1987, cette proportion était passée à plus des deux tiers. En 1988, les dépenses des petites sociétés ont amorcé un mouvement à la baisse, qui s'est poursuivi jusqu'en 1992; elles représentaient alors 21 % des dépenses totales d'exploration. On s'attend néanmoins à ce que cette proportion augmente à 29 puis à 37 % en 1993 et 1994 respectivement.

Le fait que les petites sociétés aient assuré environ les deux tiers des dépenses totales d'exploration au Canada en 1987 et 1988 ne ressort pas dans les histogrammes et peut s'expliquer de la façon suivante. À partir de 1984, les petites sociétés ont injecté des sommes considérables dans des projets d'exploration en coparticipation dirigés par des grandes sociétés. Or, étant donné que, dans les enquêtes, on demande que les dépenses d'exploration engagées au Canada soient déclarées par les exploitants des projets, et que, de façon générale, les grandes sociétés n'ont pas investi beaucoup dans les projets dirigés par les petites sociétés, les enquêtes datant du milieu des années 80 ont tendance à surestimer la contribution des grandes sociétés et à sous-estimer celle des petites.

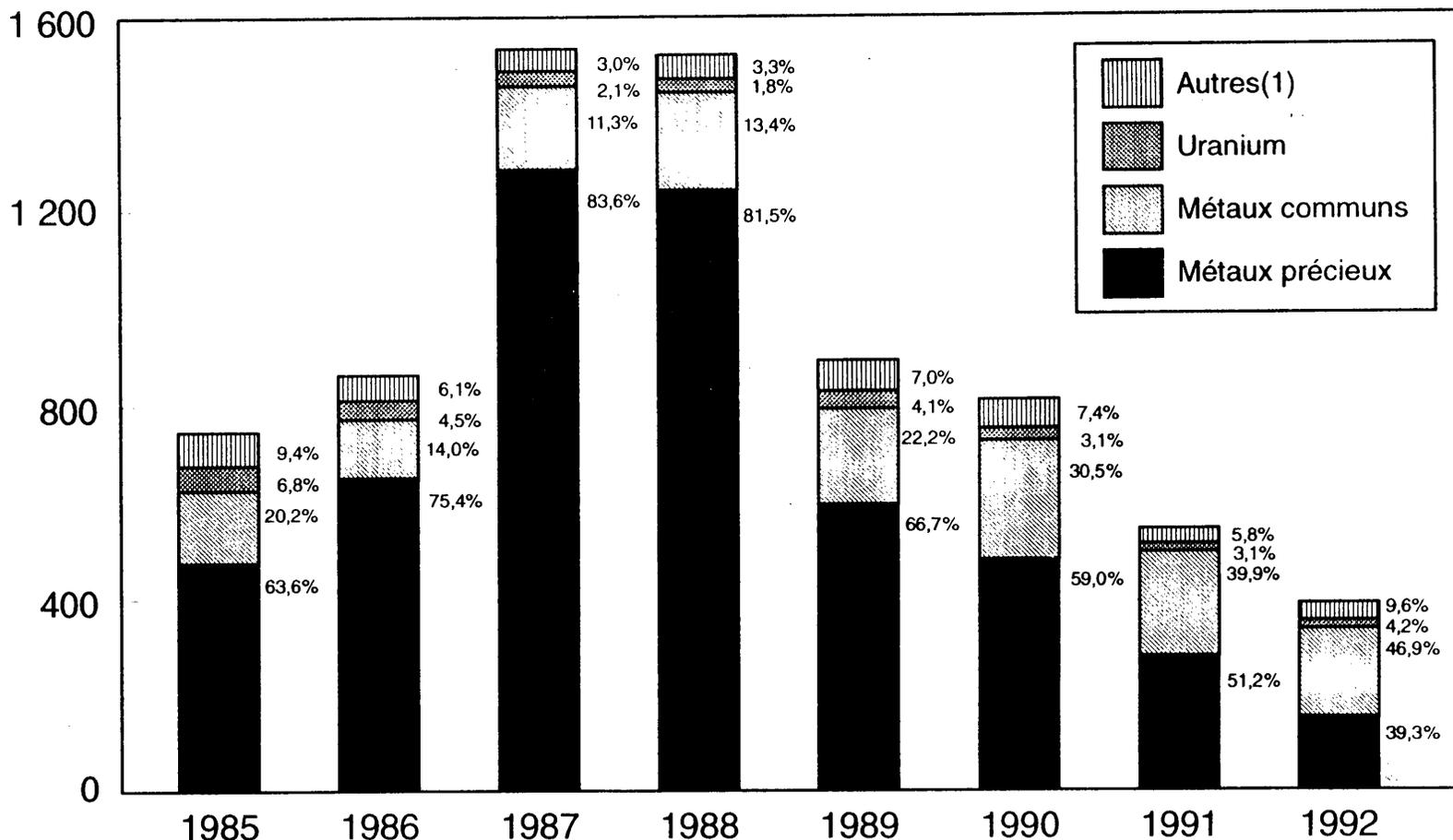
5.4 Dépenses d'exploration par catégorie de produits de base

Les investissements dans la recherche de métaux précieux (95 % consacrés à l'or dans la seconde moitié des années 80) ont atteint un sommet en 1987 (figures 11 et 12), pour ensuite diminuer sous la double influence de la raréfaction des fonds accreditifs et de la chute du prix de l'or après 1987. Les investissements dans la recherche de métaux communs ont touché le fond en 1986, puis augmenté chaque année par la suite. En 1990, ils ont dépassé le niveau le plus bas de la fin des années 70 (figure 12). Ils ont diminué à nouveau en 1991 et 1992. Avec les 180 millions de dollars enregistrés en 1992, on est proche du niveau obtenu en 1987 et 1988. L'exploration des métaux précieux a diminué bien plus que celle des métaux communs, et, par conséquent, les dépenses consacrées aux métaux communs ont, pour la première fois depuis 1983, été supérieures à celles consacrées aux métaux précieux.

En 1987 et 1988, les investissements dans les autres minéraux non pétroliers autres que les métaux communs et précieux (figure 11) représentaient à peine 3 % des dépenses totales d'exploration au Canada. En 1989 et 1990, ils avaient plus que doublé en pourcentage, sans toutefois augmenté de façon appréciable en dollars constants. En 1991, les dépenses engagées dans la recherche de ces autres minéraux ont diminué aussi bien en pourcentage qu'en dollars constants; elles étaient à leur plus bas niveau depuis 1985. En 1992, elles ont augmenté à nouveau aussi bien en pourcentage qu'en dollars. Les principaux minéraux responsables de cette hausse sont le diamant, les métaux ferreux, la wollastonite et le marbre.

Figure 11
**DÉPENSES D'EXPLORATION SELON LES
 PRODUITS DE BASE - 1985 À 1992**

Millions de dollars de 1993



Source: Compilation de RNCan d'après l'enquête fédérale-provinciale auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minière.
 Nota: Les dépenses comprennent les frais généraux.

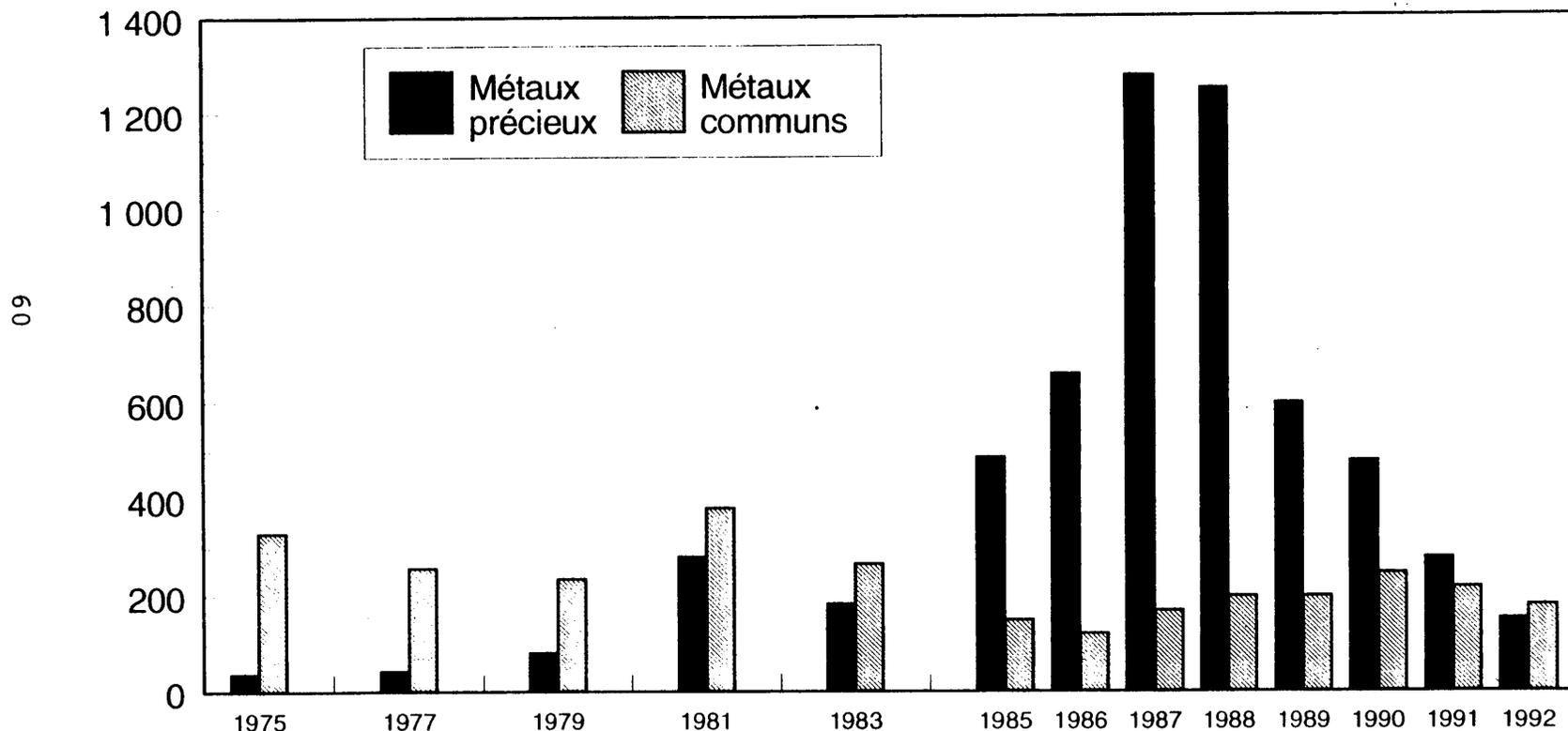
Les chiffres à la droite des colonnes sont les pourcentages des dépenses totales d'exploration consacrées annuellement à chaque groupe de produits de base.

1) "Autres" comprend les métaux ferreux, les autres métaux, les non-métaux (y compris le charbon) et les "non précisés".

Figure 12

DÉPENSES D'EXPLORATION AU CANADA MÉTAUX COMMUNS ET MÉTAUX PRÉCIEUX 1975 À 1992

Millions de dollars de 1993



Source: La compilation a été effectuée par RNCan à partir de l'enquête fédérale-provinciale auprès des sociétés d'exploration et d'exploitation minière.

La compilation de ces données n'a pas eu lieu en 1976, 1978, 1980, 1982 et 1984.

Nota: Les dépenses comprennent les frais généraux.

L'intérêt pour le diamant s'est encore accru en 1993, en particulier dans les Territoires du Nord-Ouest (surtout dans la région du lac de Gras) et en Saskatchewan (surtout dans la région de Fort-à-la-Corne). Selon les données préliminaires pour 1993 et les prévisions pour 1994, les dépenses d'exploration dans le secteur du diamant se chiffreront à près de 58 millions de dollars dans les Territoires du Nord-Ouest durant chacune de ces années. La Saskatchewan viendra probablement au deuxième rang, avec des dépenses de 9 millions et de 17 millions respectivement. Environ 80 et 90 millions de dollars devraient être investis dans la recherche du diamant au Canada en 1993 et 1994 respectivement. Ces chiffres représentent près de 15 % de l'ensemble des dépenses d'exploration au Canada au cours de ces deux années, comparativement à 5 % en 1992.

PARTIE D. ANALYSE RÉTROSPECTIVE DU FINANCEMENT PAR ACTIONS ACCRÉDITIVES, DE 1983 À 1994

Les actions accréditatives comme source de financement de l'exploration ont évolué au fil du temps. Les actions accréditatives existent depuis le début des années 1950 mais, avant 1983, elles n'étaient offertes qu'aux sociétés et aux particuliers qui tiraient un revenu de l'exploitation de ressources. Depuis 1983, les fonds réunis au moyen d'actions accréditatives ont culminé à 1,183 milliard de dollars en 1987 (figure 13).

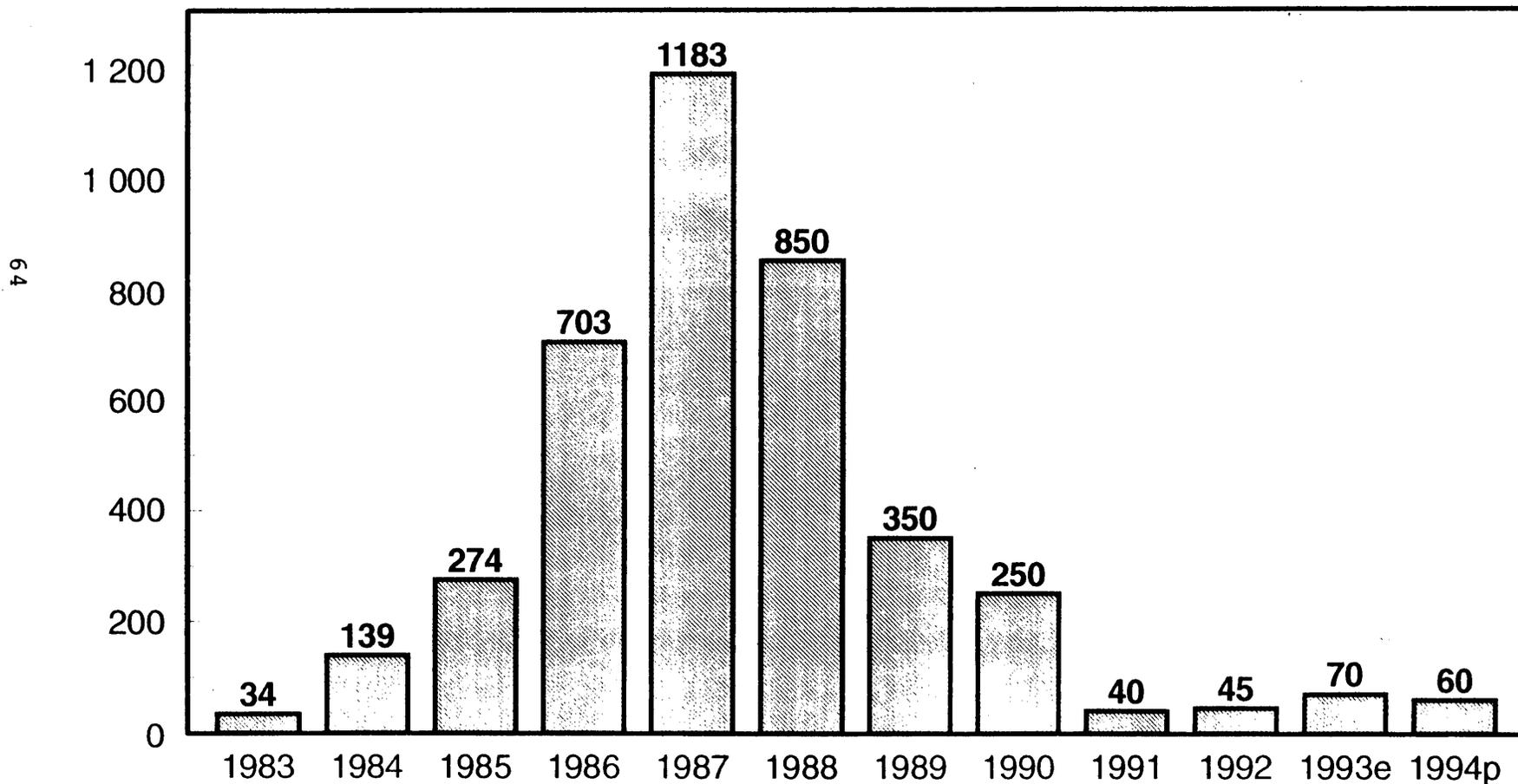
La part du financement par actions accréditatives dans les dépenses totales d'exploration est passée d'environ 7 % en 1983 à plus de 90 % en 1986 et 1987. En 1988, cependant, elle a chuté à environ 60 %, en raison principalement de la baisse de la participation des grandes sociétés sur le marché des actions accréditatives. Cette tendance à la baisse, qui s'est poursuivie en 1989, 1990 et 1991, s'est stabilisée en 1992, pour faire place à une légère hausse en 1993 (voir le tableau 5).

Précisons cependant que, dans les faits, toute comparaison directe entre les dépenses d'exploration et le financement par actions accréditatives est impossible. Les données sur l'exploration sont compilées selon l'année civile, les données sur les fonds accréditifs selon l'année d'imposition. Depuis 1986, les données sur le financement accréditif comprennent les fonds recueillis au cours d'une année civile donnée pour être dépensés en janvier et février de l'année suivante, selon la fameuse «règle des 60 jours». Par exemple, une certaine partie des fonds réunis en 1987 a été utilisée au début de 1988.

Cet accroissement du financement par actions accréditatives a été accompagné d'une augmentation de la part des petites sociétés minières dans les dépenses totales d'exploration. En fait, ce sont les petites sociétés qui ont eu le plus recours aux actions accréditatives en 1987 et en 1988. On estime qu'en 1988, près de 80 % des fonds réunis par l'émission d'actions accréditatives l'ont été par ces petites sociétés. Cependant, comme nous le soulignons précédemment dans le rapport, ce sont elles, également, qui ont le plus souffert de la réduction des niveaux du financement accréditif depuis 1989.

Figure 13
**NIVEAUX DU FINANCEMENT PAR ACTIONS ACCRÉDITIVES
1983 À 1994**

Millions de dollars



Source: Secteur minier, Ressources naturelles Canada.
e estimation préliminaire; p prévision.

TABLEAU 5. Rapport entre le financement par actions accréditatives et les dépenses totales d'exploration, 1983 à 1994

Année	Dépenses totales d'exploration	Financement accréditif	Financement accréditif par rapport aux dépenses totales d'exploration
	(en millions de dollars)	(en millions de dollars)	(Pourcentage)
1983	472	34	7
1984	617	139	23
1985	589	274	47 ^a
1986	698	703	100 ^a
1987	1300	1183	95 ^a
1988	1350	850	63 ^a
1989	828	350	42 ^a
1990	775	250	32 ^a
1991	532	40	8 ^a
1992	385	45	12 ^a
1993 ^{pr}	483	70	14 ^a
1994 ^p	500-550	60	11-12 ^a

pr: chiffres préliminaires; p: prévisions.

a: À partir de 1986, une partie des fonds accréditifs ont été effectivement dépensés en janvier et février de l'année suivante (la «règle des 60 jours»).